

Deux nouvelles sur fond de guerre
Hélène Monette et Naïm Kattan

ReLations

société politique religion

NUMÉRO 686

août 2003

Politique du temps

Une nouvelle culture
des loisirs

Concilier emploi et famille

Les exclus des vacances

Le septième jour : repos!

**L'Indonésie :
l'héritage
des prédateurs**



ARTISTE INVITÉE :
JULIE OUELLET



4,95 \$



B

NUMÉRO 686, JUILLET-août 2003

4 actualités

HORIZONS

- 9 LE SECRET DE L'ARCHE
PIERRE BÉLANGER

25 en bref

aiLLeurs

- 26 L'INDONÉSIE : L'HÉRITAGE DES PRÉDATEURS
RODOLPHE DE KONINCK

CONTROVERSE

- 28 LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX
A-T-IL UN AVENIR?
AMIR M. MAASOUMI ET TOUHAMI RACHID RAFFA

regard

- 30 DEUX NOUVELLES SUR FOND DE GUERRE
HÉLÈNE MONETTE ET NAÏM KATTAN

- 33 TROIS FARINES POUR UN PAIN
Entrevue avec Gabriel Ringlet
ANNE-MARIE AITKEN

siLLONS

- 36 L'AMOUR, LE RECOMMENCEMENT
HÉLÈNE DORION

38 multImédias

40 Livres

COUVERTURE : LINO, *LOISIR FORCÉ*, 2003

DOSSIER

10 POLITIQUE DU TEMPS

La promesse d'une société de loisirs a fait long feu. La question du temps libre est cependant, plus que jamais, à l'ordre du jour. Elle est même devenue un thème politique. Il devient difficile de concilier le temps de travail et les activités quotidiennes, dont les activités familiales, qui prennent aujourd'hui plus d'importance. Saurons-nous trouver des politiques du temps qui favorisent l'émergence de la liberté et donnent sens à la vie en société?

12 UNE NOUVELLE CULTURE DES LOISIRS

Entrevue avec Daniel Mercure

JEAN-CLAUDE RAVET

LA RARETÉ DU TEMPS

GILLES GAGNÉ

16 CONCILIER FAMILLE ET EMPLOI

DIANE-GABRIELLE TREMBLAY

LA LIBERTÉ DU TEMPS

ROLANDE PINARD

20 LES EXCLUS DES VACANCES

JEAN STAFFORD ET LOUIS JOLIN

22 LE SEPTIÈME JOUR : REPOS!

ANDRÉ MYRE

ARTISTE INVITÉE

Jeune peintre de la relève associée depuis peu à la galerie Simon Blais, **Julie Ouellet** s'intéresse autant à la propriété naturellement malléable inhérente à la matière qu'au potentiel d'y insérer l'indice de ce qui a déjà été. Dans l'atelier, lors d'un rapprochement de plus en plus intime du médium au sujet, une bulle se trace autour de l'artiste. Chaque élément de l'espace restreint devient alors « matière à œuvre ». Ce point fertile où tout semble possible donnera lieu à une série, *L'heure du bain*, qui ne cesse de cumuler depuis plus de deux ans de nouveaux versants. Site : <http://membres.lycos.fr/julieouellet74/>

Relations

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité de membres de la Compagnie de Jésus et d'une équipe de personnes engagées dans la promotion de la justice.

BUREAUX

25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél. : (514) 387-2541
téléc. : (514) 387-0206

relations@cjf.qc.ca
www.revuerelations.qc.ca

DIRECTEUR

Jean-Marc Biron

RÉDACTRICE EN CHEF

Anne-Marie Aitken

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

Jean-Claude Ravet

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Marco Veilleux

DIRECTION ARTISTIQUE

Mathilde Hébert

ILLUSTRATIONS

Elmyra Bouchard
Lino (ecco_lino@hotmail.com)
Jean Villemaire

RÉVISION/CORRECTION

Éric Massé

IMPRESSION

HLN, Sherbrooke

COMITÉ DE RÉDACTION

Gregory Baum, Michel Beaudin,
Céline Dubé, Guy Dufresne, Élisabeth
Garant, Fernand Jutras, Nicole Laurin,
Guy Paiement

COLLABORATEURS

André Beauchamp, Dominique
Boisvert, René Boudreau,
Marc Chabot, Hélène Dorion,
Jean-Marc Éla, Vivian Labrie,
Jean-Paul Rouleau

Les articles de *Relations* sont
répertoriés dans *Repère* et dans
l'Index de périodiques canadiens,
publication de Info Globe.
Dépôt légal, Bibliothèque nationale
du Québec.

ABONNEMENTS

Hélène Desmarais
8 numéros (un an) : 32 \$
(taxes incluses)
Deux ans : 56 \$ (taxes incluses)
À l'étranger : 40 \$ Étudiants : 25 \$
TPS : R119003952
TVQ : 1006003784

Nous reconnaissons l'aide financière du
gouvernement du Canada, par l'entremise
du Programme d'aide aux publications
(PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.

ISSN 0034-3781
Envoi de Poste-publication
Enregistrement n° 09261

Religion : tu nous tiens!

Si l'on se fie aux données de Statistique Canada, rendues publiques le 12 mai dernier, le Québec serait encore un pays très majoritairement « croyant », puisque seulement 5,6 % des personnes interrogées lors du recensement de 2001 déclarent n'appartenir à aucune religion. 83 % s'identifient à la religion catholique romaine, tandis que les 13 % restants se répartissent entre protestants, juifs, musulmans, bouddhistes, hindous, sikhs et autres.

S'en tenir aux seules statistiques pour tirer des conclusions serait aller vite en besogne tant notre rapport au religieux est complexe, mais le fort pourcentage de ceux qui se déclarent catholiques a cependant de quoi surprendre. Ce pourcentage a peu varié

monothéismes sont plutôt accusés aujourd'hui de propager la violence au nom même de la vérité qu'ils voudraient imposer aux autres dans leur prétention à l'universel.

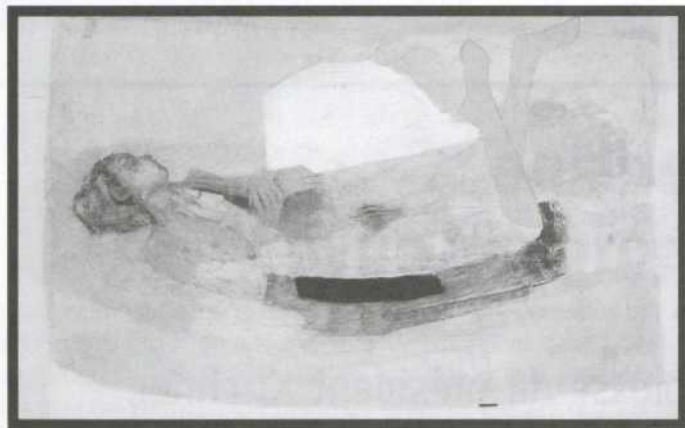
Régis Debray — que l'on ne peut taxer de « grenouille de bénitier » — s'interroge sur cette ténacité du religieux. Dans son dernier livre *Le Feu sacré, fonctions du religieux* (Fayard, 2003), il écrit : « Plût au Ciel que les sciences des religions fussent rétrogrades et folkloriques. Tout porte à croire qu'elles dénient ce que les sociétés contemporaines qui se croient naïvement protégées par l'individualisme démocratique ont de plus résistant et de moins dicible. » Pour lui, la force des religions tient dans leur pouvoir de tenir ensemble des individus

ensemble l'inspiration et l'institution, résistant à la tentation mortifère de les mettre dos à dos. Et pour citer en nouveau Régis Debray : « L'art propre du religieux ne consiste pas à donner sens à la vie, ce qui est à la portée du premier fou venu, mais de donner vie à un sens, ce qui est infiniment plus sécurable. »

Au Québec où la « culture » catholique est dominante, la diversité religieuse est aussi bien présente. Même si les pourcentages d'autres confessions ou religions ne sont pas exorbitants, nous ne pouvons faire comme si cette diversité n'existait pas. Elle transforme notre paysage, surtout avec la présence plus importante de musulmans et de bouddhistes. À ce titre, l'école représente un petit monde où cette diversité s'exprime, s'expérimente et requiert, depuis la déconfectionnalisation scolaire, de nouvelles normes. Rien d'étonnant à ce que le Comité des affaires religieuses ait publié récemment (mars 2003) un avis au ministre de l'Éducation sur les défis éducatifs de la diversité.

Il revient à l'État d'assurer une neutralité vis-à-vis de chacune des religions et d'offrir un cadre de laïcité ouverte au fait religieux, non seulement pour « gérer » la diversité, mais avant tout pour garantir une expression publique de la liberté de conscience et de religion. Quant à l'Église catholique, elle se doit de garder la mémoire, de transmettre un héritage mais aussi de s'ouvrir à la nouveauté et au défi que représente le pluralisme religieux et laïque. Elle ne retrouvera plus sa place prédominante dans la société. Et c'est tant mieux. Cela ne la dispense pas pour autant d'oser prendre sa place dans le débat public, non du haut d'une chaire mais à égalité avec d'autres prises de position.

ANNE-MARIE AITKEN



JULIE OUELLET,
CLAIR DE LUNE,
HUILE SUR TOILE,
142 X 194 CM,
2002

au fil des décennies : on observe seulement une baisse de 3 % depuis 1991, tout en sachant que la population globale est en augmentation et que la pratique dominicale est en forte baisse. Même si une prise de distance s'est opérée par rapport à elle, la religion apparaît donc tenace, alors que tous les efforts de la société tendent à la reléguer dans le domaine privé et à la disqualifier dans l'espace public. De plus, les événements du 11 septembre et le fondamentalisme du président Bush n'ont pas redoré son blason. Les

que rien ne lie, en leur offrant un principe fondateur qui les transcende, un univers symbolique qui les fonde. La religion permet de faire corps. Comme le politique, mais sans se confondre avec lui, la religion s'appuie sur une conception de la collectivité qui ne se réduit pas à la somme de ceux et celles qui la composent. Elle suppose la représentation d'un monde commun dans lequel chacun trouve sa place. Cette représentation ouvre les individus à un au-delà d'eux-mêmes. Elle les précède.

Ainsi, à l'heure où le politique s'effrite, les religions sont critiquées mais réapparaissent néanmoins sur le devant de la scène avec toute leur ambiguïté. Certains préfèrent tourner le dos aux institutions religieuses et se réfugier dans la spiritualité, y trouvant plus de liberté. D'autres se fabriquent une religion à la carte. D'autres encore essaient de tenir

L'esclavage domestique

Le Canada et le Québec doivent cesser de faire l'autruche face au trafic des aides familiales étrangères



LOUISE DIONNE

L'AUTEURE
EST DIRECTRICE
DE L'ASSOCIATION
DES AIDES FAMILIALES
DU QUÉBEC

En janvier, un reportage télévisé révélait les pratiques d'un conseiller en immigration qui, bon an mal an, abuse du programme des aides familiaux résidents (PAFR) et fait « venir au Canada un cinquantaine de filles » dont il offre les services aux employeurs à la recherche d'une main-d'œuvre « docile » (*Zone libre*, 17 janvier 2003). En février, c'est l'histoire de Fatima Marhfoul qui fait la manchette. Cette Marocaine, détenue au Centre de prévention de Laval, est accusée d'avoir travaillé 13 ans sans permis de travail comme domestique pour quelques familles aisées. Malgré les protestations de nombreux organismes, elle fut expulsée le 2 mars après une accélération des procédures juridiques. Le 28 mars, une protestation était organisée devant les bureaux d'une agence de placement qui avait mis aux enchères trois aides familiales inscrites au programme des aides familiaux résidents, « mise minimale 80 \$ ». Ces trois événements médiatiques ne font que mettre de l'avant une triste réalité qui existe depuis de nombreuses années, liée au trafic d'une main-d'œuvre féminine victime d'un esclavage issu des rapports Nord-Sud.

Ces femmes viennent de pays où la situation économique est catastrophique : Philippines surtout, Maroc, pays de l'Est, Asie, Amérique centrale et du Sud. Certaines femmes sont domestiques depuis l'enfance et ont travaillé dans de nombreux pays. Certaines ont été vendues au Liban, pour quelques milliers de dollars. Elles ont entre 9 et 72 ans, sont célibataires ou mariées et

mères de jeunes enfants. Ces femmes ont été endoctrinées en vue d'accepter ces misérables conditions de travail. Dans certains pays, elles sont qualifiées d'« héroïnes économiques ».

Ces femmes arrivent au Canada avec un visa de touriste ou diplomatique, obtenu par un employeur ou des agences de placement et des consultants en immigration qui leur ont réclamé entre 2000 et 5000 \$US. Dès leur arrivée, elles sont à la merci d'employeurs qui désirent une main-d'œuvre bon marché, exclue des lois du travail.

Les employeurs les maintiennent dans la terreur en les menaçant de déportation et leur confisquent leurs papiers d'identité. Elles sont isolées, parfois séquestrées. Elles travaillent de 15 à 20 heures par jour. Plusieurs ne reçoivent aucun salaire ou très peu et subissent des abus et de la violence.

Le Canada nie la réalité de ces femmes et l'existence de ces formes d'esclavage, et les traite comme des criminelles. Elles n'ont que peu de moyens d'éviter l'expulsion dans la mesure où elles sont en situation irrégulière (sans permis de séjour ou de travail).

Le 15 décembre 2000, le Canada a signé le « Protocole visant à prévenir, réprimer et punir le trafic des personnes ». Ce protocole prévoit la mise en place de dispositions d'aide aux victimes et vise leur protection. Cepen-

Argentine : l'espoir retrouvé?

La faiblesse du président Kirchner, élu par défaut, pourrait bien être une force pour le peuple argentin

VICTOR ARMONY

Le 20 décembre 2001, les Argentins ont surpris le monde en sortant massivement dans les rues pour protester contre un modèle économique qui, durant plus d'une décennie, avait avantagé les marchés, enrichi un groupe proche du pouvoir et appauvri la population. Le 27 avril

2003, ils ont encore surpris le monde, mais cette fois-ci en donnant à Carlos Menem, l'artisan du virage néolibéral, la plus forte proportion de voix dans la course à la présidence. Comment expliquer ce paradoxe? En fait, comme tout véritable paradoxe, il ne s'agit que d'une contradiction apparente. Les Argentins ont été cohérents, bien plus que les observateurs et les analystes

L'AUTEUR
EST PROFESSEUR
AU DÉPARTEMENT DE
SOCIOLOGIE DE L'UQAM



L'AUTEUR EST MEMBRE
DE LA TABLE RONDE DES
OVEP DE L'OUTAOUAIS

deuxième. Le fait qu'il n'ait pas de charisme et qu'il arrive presque par accident à la présidence le met dans une position de faiblesse relative, d'autant plus que le retrait de Menem l'a privé de la possibilité de remporter une majorité dans le ballottage prévu pour le 18 mai – on estime que les suffrages anti-Menem, autour de 70 %, auraient été dirigés vers lui). Cependant, les sondages récents montrent que les Argentins sont malgré tout assez optimistes, quoiqu'ils restent très prudents dans leurs attentes. D'une part, la récession qui a commencé en 1997 est bel et bien finie. Depuis le début de l'année, on constate une modeste reprise économique, sans inflation significative ni dégringolade de la monnaie. Duhalde a assuré une transition sans remous et Kirchner a reconduit son ministre de l'Économie comme gage de continuité. Le nouveau président semble vouloir incarner la version argentine du tournant régional vers un nationalisme de centre-gauche, modernisateur et pragmatique, dont le brésilien Luiz Inacio Lula da Silva est la figure la plus remarquée. Dans son discours inaugural du 25 mai dernier, Kirchner a dit aux citoyens : « Je ne vous ai pas demandé, ni ne vous demanderai un chèque en blanc ». Il est certain qu'ils ne le lui donneront pas. Ce nouveau rapport entre gouvernants et gouvernés, fruit des mobilisations des deux dernières années, est un acquis que les Argentins ne sont pas prêts à abandonner. ●

Un nouveau chien de garde

L'histoire tumultueuse des relations entre le ministère de l'Éducation du Québec et les groupes d'éducation populaire tire à sa fin

VINCENT GREASON

Triste 1^{er} juillet 2003 : pour la première fois en 36 ans, le ministère de l'Éducation du Québec n'offrira pas de programme de financement pour soutenir les groupes d'éducation populaire autonomes. Les programmes de soutien à l'éducation populaire disparaissent au profit d'un nouveau pacte entre le ministère de l'Éducation du Québec (MÉQ) et les organismes qui œuvrent sur le « terrain » de l'éducation : le PACTE – Programme d'action communautaire sur le terrain d'éducation. Ils ont fait les frais d'une vision qui réduit l'éducation des adultes au rang de formation à l'employabilité et d'une politique gouvernementale d'action communautaire qui restreint le soutien financier des ministères aux organismes communautaires partageant leur mission.

Malgré les insuffisances maintes fois dénoncées, les programmes d'éducation populaire du MÉQ ont toujours financé directement l'éducation des adultes. Dès 1967, un projet pilote a subventionné les activités éducatives d'une quinzaine d'organismes; celui-ci devient le Programme des OVEP (organismes volontaires en éducation populaire), transformé ensuite en Programme de soutien à l'éducation populaire autonome (PSÉPA) et à l'alphabétisation populaire autonome (PSAPA). Ces deux programmes ont financé une partie des activités éducatives de plus de 1000 groupes québécois de défense de femmes, d'action bénévole, d'alphabétisation, de groupes écologistes, etc.,

rejoignant annuellement plus de 76 000 adultes – selon les chiffres du ministère lui-même.

Le démantèlement des programmes d'éducation populaire autonome (ÉPA) n'est pas sans conséquence pour le mouvement communautaire au sens large, dont en particulier son élément le plus combatif. On pourrait parler de « crise » pour décrire pareille remise en question des acquis historiques, si ce n'est qu'elle se conjugue avec une réelle possibilité de renouveau.

En effet, si la disparition des programmes dédiés à l'éducation populaire représente un coup dur pour le mouvement populaire, les groupes concernés ne se sont pas battus pour le maintien du *statu quo*. Certains ont même souligné que les petits programmes de financement du MÉQ – la subvention moyenne du PSÉPA étant de 10 000 \$ par année – ont servi à dénaturer l'éducation populaire. De plus, alors que les programmes disparaissent, les groupes ne perdent pas pour autant le financement accordé à l'éducation populaire. La nouvelle *Politique d'action communautaire* prévoit la consolidation du financement de chaque organisme communautaire au sein d'un seul ministère. Les 800 organismes, autrefois financés par le PSÉPA, deviennent alors responsables de s'assurer de la pérennité de leur approche en éducation populaire à même les fonds octroyés par leur nouveau ministère d'appartenance.

C'est justement là le réel défi. L'arrivée du nouveau gouvernement à sauce néolibérale incite le mouvement



communautaire à renforcer ses pratiques d'éducation populaire. La conscientisation sur une longue durée qui vise la mobilisation politique sera un outil essentiel pour bâtir un mouvement de résistance au démantèlement accéléré des acquis et des programmes sociaux qui s'annonce.

Face aux multiples demandes de partenariat et de concertation auxquelles sont aujourd'hui confrontés les groupes communautaires, des choix difficiles se profilent à l'horizon au sujet de l'utilisation du financement étatique. Les groupes vont-ils l'utiliser pour contribuer à la réalisation des priorités gouvernementales de privatisation et de réorganisation des services étatiques? Ou vont-ils choisir de l'utiliser pour faire de la formation et de la mobilisation politique de leurs membres, restant ainsi fidèles à leur tradition de chien de garde face aux autorités publiques?

Il y a loin de la coupe aux lèvres, comme le résume Henri Lamoureux dans *La pratique de l'action communautaire*: « En somme, le communautaire ne fait plus peur. Il n'est plus perçu comme le lieu de toutes les contestations et le refuge d'une militance à portée subversive. Il fait désormais partie du paysage québécois... »

La lutte pour défendre un programme de financement, constamment menacé, fait dorénavant partie de notre histoire. De nouvelles luttes s'annoncent qui sont, collectivement, plus importantes. Le Québec n'a

jamais eu autant besoin d'un mouvement social contestataire, articulé et mobilisé qu'aujourd'hui, à la veille de la mise en œuvre du programme de réingénierie sociale annoncé par le nouveau gouvernement Charest. Les temps actuels exigent que les groupes

communautaires, et particulièrement ses éléments les plus combattifs, se serrent les coudes, travaillent sur le « terrain » avec leurs membres et soient réellement un mouvement de transformation sociale. ●

La guerre *made in Canada*

La croissance de la production militaire chez nos voisins américains a des effets ici

LOUISE BOIVIN

À la question débattue par les politiciens canadiens – le Canada doit-il se joindre à la coalition anglo-américaine pour faire la guerre à l'Irak, ou encore, doit-il participer au système américain de défense antimissiles? – l'industrie militaire canadienne a déjà répondu puisqu'elle est largement intégrée à l'expansion militaire du grand frère américain.

« Le secteur de la production militaire s'est transformé depuis la fin de la guerre froide, explique Yves

Bélanger, du Groupe de recherche sur l'industrie militaire (GRIM). Dans un premier temps, la diminution des budgets du ministère canadien de la Défense et du Pentagone a entraîné une chute de la production canadienne, puisque ceux-ci sont ses plus gros destinataires. » La privatisation de certaines activités du ministère de la Défense a surtout permis aux entreprises du secteur militaire d'obtenir des contrats de sous-traitance, non plus pour la production d'équipement mais plutôt pour des services (entretien, gestion, formation). « Toutefois, ajoute le politologue, il semble que l'on revient à un

CHERCHEURE EN SCIENCES SOCIALES



cycle de production depuis 1997.»
Donc bien avant le 11 septembre 2001!

« À l'initiative du gouvernement américain, le monde est sur le point d'entrer dans une nouvelle course aux armements qui a pour caractéristique d'être fondée sur l'utopie du combat sans riposte et de la tenue de guerres "propres et rapides", soit deux données d'une nouvelle doctrine militaire dont la crédibilité repose sur l'innovation dans les technologies militaires. »¹ Un marché en pleine effervescence s'est ouvert pour le secteur militaire, celui des armes de haute précision et de la militarisation de l'espace (avec le système de défense antimissiles balistiques américain). Le soutien du gouvernement américain aux programmes de développement de ces nouveaux systèmes d'armes dans les années 1990 a relancé un nouveau cycle de production dans les usines du secteur militaire aux États-Unis et au Canada.

L'intégration du secteur militaire canadien au sein de l'économie américaine est telle que « un peu plus de 55 % des exportations déclarées par les firmes canadiennes sont en effet acheminées vers les États-Unis. En revanche, le Canada est à l'origine de 25 % des importations militaires américaines. »² Le Québec n'est pas en reste dans le domaine. Le tiers de la production de cette industrie canadienne se réalise au Québec et les entreprises qui y sont installées représentent 40 % des exportations canadiennes dans le secteur.³ L'État canadien soutient aussi des programmes de recherche dans le domaine militaire, dont bénéficie l'industrie.

Dans un article intitulé « L'industrie canadienne va à la guerre », publié dans le *Vancouver Sun* du 28 mars 2003, on retrouve une liste d'équipements produits par des entreprises militaires canadiennes et qui font partie des systèmes d'armes américains

utilisés durant la guerre contre l'Irak (systèmes de communication, de contrôle des tirs, tableaux de bord, véhicules blindés, etc.).

« Nous vendons beaucoup de choses et nous ne savons pas nécessairement comment et quand ils vont les utiliser », affirmait par ailleurs le PDG de SNC Tec, Robert Lebœuf, au sujet de la possibilité que des munitions produites par sa compagnie soient utilisées par l'armée américaine en Irak (*Globe and*

des moteurs pour le marché militaire de l'aviation. En 2001, Pratt & Whitney aurait exporté sa production vers les États-Unis, la Grèce, la Corée, le Mexique et l'Espagne, selon le rapport sur les exportations militaires du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Les données sur la destination finale de l'équipement ou des pièces



Mail, 23 décembre 2002). SNC Tec, un des géants québécois de l'armement, produit entre autres des munitions pour la police et les armées canadienne et américaine (de même que le FBI et les services secrets américains) ainsi que celles d'autres pays d'Europe, du Moyen-Orient et d'Asie. Or, le site Web de SNC Lavalin ne mentionne pas les activités gênantes de sa division SNC Tec...

L'image de l'industrie compte, et c'est certainement aussi une des raisons qui expliquent pourquoi une autre entreprise installée à Longueuil et impliquée dans la production militaire, Pratt & Whitney, organise annuellement une campagne de financement au profit des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale de la Rive-Sud. L'exposition appelée « Les Femmeuses », regroupant des œuvres de femmes peintres, montre un autre visage de l'entreprise qui produit

militaires vendues aux États-Unis sont difficiles à obtenir. On peut supposer qu'une partie de cette production se retrouve dans des pays où elle sera utilisée en violation des droits humains. La moitié des ventes d'armes aux pays du tiers-monde provient des États-Unis.

Malheureusement, à ce « marché » de la guerre s'ajoute désormais un marché national en pleine expansion pour l'industrie militaire des pays industrialisés, celui de la « sécurité intérieure », qui bénéficie de budgets publics croissants avec la justification de la guerre au terrorisme. ●

1. GRIM, 2002. « La nouvelle dynamique sécuritaire américaine : la face cachée de la vision hégémonique des États-Unis », p.1 (voir : www.unites.uqam.ca/grim/).

2. Bélanger, Yves, Mai 2002. « Le Québec et le Canada au sein d'une économie politique de la défense marquée par l'émergence de nouveaux rapports transatlantiques », GRIM, p.17.

3. Ibid p.3.

Le secret de l'Arche

PIERRE BÉLANGER

Quand Jean Vanier te regarde, tu as toute son attention, c'est comme s'il te disait : « Tu comptes à mes yeux, tu vaux la peine que je t'écoute », s'exclame Éric, « assistant » de l'Arche, lors d'entretiens pour une émission sur cette association internationale, fondée par Jean Vanier, au service des personnes handicapées mentales. Jean Vanier ne voulait pas qu'on fasse une émission sur lui. Ce qui importe à ses yeux ce sont les personnes auxquelles il a consacré sa vie. Son témoignage en faveur des oubliés de nos sociétés a été fort et interpellant.

L'émission donnait aussi l'occasion à un bon nombre de personnes engagées concrètement à l'Arche de témoigner de ce qui les anime. Ce qui a frappé, c'est d'abord et avant tout la fraîcheur, la transparence, la qualité du regard des assistants et assistantes, de ceux et celles qui animent les foyers. C'est aussi le caractère franc, ouvert, généreux de leur sourire. Déjà, en salle de montage, le producteur ne pouvait retenir son émerveillement devant ces yeux et ces sourires. Il disait : « Ils sont beaux ! » Il lui était difficile de croire que « des belles filles comme ça » aient choisi de se dédier au service de personnes handicapées.

Comment comprendre, en effet, que jeunes gens et jeunes filles qui semblent avoir tous les atouts nécessaires pour « réussir » dans la société compétitive où nous vivons, choisissent la voie du service discret, l'humble et exigeant partage de leur vie quotidienne

avec des personnes en apparence limitées à bien des égards ? La réponse se trouve probablement dans le regard et le sourire de Jean Vanier lui-même. Cet humaniste, ce chrétien a permis à ceux qui l'ont côtoyé de saisir que l'essentiel de la vie et du bonheur est dans la manière d'entrer en relation les uns avec les autres. En ce sens, la beauté des assistants trouve ses racines dans la vérité, la générosité, la force de l'amitié que les personnes handicapées

Jean Vanier rame à contre-courant d'une société matérialiste et « libérale » dans laquelle la valeur des personnes se mesure à leur productivité.

elles-mêmes offrent à ceux et celles qui se lient d'amitié avec elles.

Jean Vanier prêche par l'exemple, par les choix radicaux qu'il a faits, par l'amitié qu'il offre – plus souvent par son regard et son sourire que par ses discours. Fils d'un gouverneur général, ancien officier de marine, diplômé de la Sorbonne puis professeur de philosophie, il n'a pas renié son passé mais l'a transformé en un terrain d'où a pu jaillir une source d'humanité qui ne trompe pas. Par ses choix, il rame à contre-courant d'une société matérialiste et « libérale » dans laquelle la valeur des personnes se mesure à leur productivité. Ces choix attirent pourtant des gens – des jeunes spécialement – qui pourraient jouer le jeu de la course à l'argent mais qui optent pour un bonheur simple et partagé.

C'est sans doute là que réside « le secret de l'Arche ». La découverte que tout est question de relations, de confiance; la découverte que si, au point

de départ, on pense aller à l'Arche pour aider les personnes handicapées, on se rend compte que par la qualité des relations humaines, c'est l'assistant qui reçoit plus qu'il ne donne; c'est la personne handicapée qui révèle un sens à la vie. Car ce qui nous permet de grandir, d'être heureux, de sourire pour vrai, c'est d'aimer et de se savoir aimé. Procurer cette chance à des gens qui ont toujours senti qu'on ne les aimait pas, à cause de leur handicap, c'est se permettre à soi-même de dépasser ses limites et d'expérimenter la joie d'être aimé à son tour. C'est aussi contester une société centrée sur l'avoir et opter pour l'être, ce qu'on peut lire dans les regards et les sourires qui percent l'écran par la beauté qu'ils reflètent – sans le moindre maquillage.

Nous ne sommes pas tous appelés à partager nos journées avec des personnes qui ont une déficience intellectuelle – Jean Vanier est le premier à le concéder. Cependant, le secret de l'Arche, reflété par les visages de ceux et celles qui y vivent, mérite d'être découvert par tous puisqu'il ouvre le chemin de relations humaines véritablement satisfaisantes, la direction vers un monde de respect, d'amitié, d'amour. On ne fait pas la guerre à ceux qu'on aime ! Cette leçon d'amour, des personnes blessées et écartées de la course à la performance peuvent la donner mieux que bien d'autres. ●



L'AUTEUR, JÉSUITE,
EST SPÉCIALISTE EN
COMMUNICATIONS
SOCIALES

Politique du temps

JEAN-CLAUDE RAVET

On prétendait, il n'y a pas si longtemps, que la société occidentale allait s'installer à demeure dans les loisirs. Or, il n'en est rien. Aujourd'hui, certains se retrouvent face à une intensification du travail, d'autres face à sa précarisation. Sans parler des parents écartelés entre leur emploi et les tâches domestiques ou éducatives, les laissant épuisés, ni de la fatigue professionnelle qui menace nombre d'hommes et de femmes salariés. La hantise du travail empoisonne notre vie quotidienne jusque dans nos temps libres.

Que s'est-il donc passé pour que nous déchantions à ce point? Rien de paradoxal, car cette promesse était fondée sur un leurre. La force dominante qui meut la société capitaliste, en effet, n'a rien à voir avec la promotion de la liberté. Elle s'apparente plutôt à celle de la nécessité, à travers la création de besoins toujours plus grands, sans limites, insatiables, qui alimentent une production déchainée sans finalité autre que celle de produire toujours plus, d'accumuler profits sur profits.

La société de loisirs annoncée était imaginée sous cette logique de la nécessité et des besoins, sans souci de la liberté. C'était du divertissement de masse. De la distraction. Du repos. Toutes choses bonnes, bien entendu, mais réductrices par rapport à la singularité de la condition humaine liée à la liberté. Les luttes sociales et politiques, qui ont marqué l'histoire du mouvement ouvrier, si elles ont toujours porté cette préoccupation, ne s'en sont pas contentées. L'utopie socialiste, dans son fond, remet en cause l'asservissement de l'humain au temps de travail, à l'aune duquel se mesure sa pitance quotidienne. La lutte des travailleurs pour conquérir leur pain, leur espace, leur vie, est également combat poli-

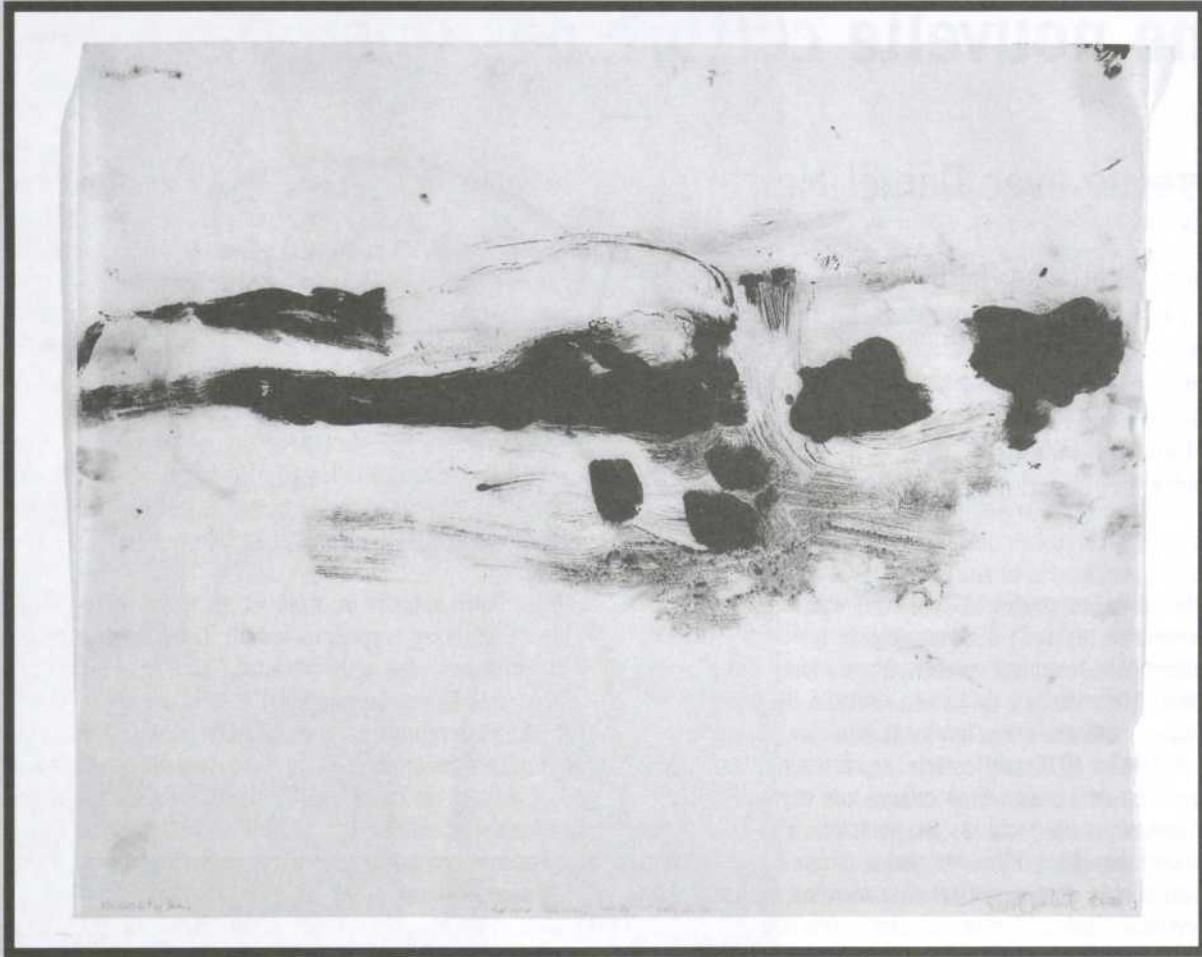
tique d'hommes et de femmes libres qui s'arrachent à la nature des choses et à la marche de l'histoire qui se fait sans eux. Elle est signe d'un nouveau rapport au monde, à l'existence, à la vie : rapport de gratuité, d'attention, de responsabilité, qui prend le temps – et ne s'inquiète pas de le perdre – pour débattre, avec le souci patient et tâtonnant de faire du monde une habitation, un lieu d'humanité.

Le temps libre n'est pas simplement un temps de repos et de répit, à l'ombre du travail, dans la maisonnée. Il est temps de liberté dans l'espace public. Temps de solidarité, de fête et d'amitié dans lequel le travail côtoie l'engagement dans la cité et la jouissance du quotidien. Les mains calleuses pouvant s'attarder à créer, à innover.

La logique entrepreneuriale qui régle notre société est étrangère à cette conception du monde. Conquérante, elle envahit et contamine toutes les sphères de la vie. De l'infiniment petit du vivant à l'immensité sidérale, de l'intimité à la place publique, rien ne lui échappe, pas même le temps. Tout se voit marqué du sceau du travail, du *trade mark*, horizon grisâtre d'une société apolitique qui n'a d'autre intérêt que de fabriquer des producteurs et des consommateurs, et non des hommes et des femmes libres. Ne la menaceraient-ils pas avec leurs désirs non monnayables, leur souci d'un monde qui ne se réduit pas à être un pur inventaire de ressources et d'énergies?

La performance et la compétitivité sont les maîtres mots qui rythment la cadence, ordonnent les rangs, disciplinent les corps, enterrent sous le brouhaha de l'affairement les chuchotements de l'indignation. À cette emprise répond en écho le *cocooning* : repli chimérique, pour ceux qui peuvent se le permettre, laissant la voie libre à la machine qui aplatit le monde commun en espace marchand.

Réfléchir sur le temps libre, c'est, certes, revendiquer le droit au repos, à la détente, à la vie familiale. Et la question de l'aménagement du temps demeure cruciale. Mais ces réformes d'ordre fonctionnel ne doivent pas laisser dans l'ombre un questionnement plus radical qui touche à la conception dominante de la société à laquelle nous enchaîne la logique financière, productiviste et consumériste du capitalisme. Car le progrès technique peut très bien s'accommoder de l'abrutissement de la multitude. D'inégalités scandaleuses. L'écart



JULIE OUELLET,
MONOTYPE 2, HUILE
SUR PAPIER CALQUE,
35,5 x 43 CM, 2000

entre les riches, de plus en plus riches, et les pauvres, de plus en plus pauvres, en témoigne. Le loisir-sport-divertissement qu'on nous vend peut très bien être la forme d'un temps vide d'un monde sans événement où l'agir humain se confine en comportements statistiques, conformistes. Pour le plus grand contentement des joueurs à la Bourse.

La liberté ne se cueille pas comme un fruit mûr, elle ne se reçoit pas comme une marchandise au bout d'une chaîne de production. La liberté n'est l'aboutissement d'aucun processus, qu'il soit biologique, technologique, industriel, ou autre. Elle est œuvre politique. Interruption du cours des choses. Institution d'un temps.

« La grandeur de l'homme est toujours de recréer sa vie. Recréer ce qui lui est donné. Forger cela même qu'il subit. »
SIMONE WEIL, *LA PESANTEUR ET LA GRÂCE*, 1948

Une nouvelle culture des loisirs

Entrevue avec Daniel Mercure

Même si la société de loisirs promise en 1970 n'est pas à l'horizon, la question du temps libre est plus que jamais à l'ordre du jour. Elle est même devenue un thème politique et un enjeu de société. Daniel Mercure, professeur de sociologie à l'Université Laval, a bien voulu répondre aux questions de *Relations*.

Relations : Les années 1970 ont vu naître la promesse de l'avènement prochain d'une société de loisirs... Nous en sommes loin. Comment comprendre ce rapide déclin?

Daniel Mercure : La notion de « société de loisirs » est née dans l'euphorie des « trente glorieuses ». Les années allant de 1945 à 1975, en Occident, se caractérisent en effet par une forte croissance économique, une expansion de la production de masse et de la consommation, et une montée des classes moyennes. Elles sont aussi marquées par la syndicalisation et le développement d'un nouveau rapport salarial : emploi régulier, temps complet, réduction réelle du temps de travail et allongement des semaines de vacances. Ce qui a entraîné l'enrichissement de nombreux ménages et l'accroissement des dépenses en consommation.

L'État avait à l'esprit non seulement le PNB (produit national brut), mais également le BNB (le bonheur national brut). À la fin des années 1960, différents programmes ont été lancés au Québec pour concilier loisirs, santé et activités communautaires. On accordait, par exemple, des subventions pour créer des centres de ski de fond, des grands sentiers pédestres. On multipliait des parcs. C'était dans l'ordre des valeurs.

Il a suffi de la grande récession des années 1979-82 pour donner le coup de grâce à cette idée de société de loisirs. Le travail est redevenu une question préoccupante, avec la baisse du niveau de vie, la croissance du taux de chômage. Les entreprises ont multiplié les pratiques dites de flexibilité : sous-traitance, travail atypique, temps partiel, etc.

Au cours de cette période, l'État s'est donné d'autres priorités que celles relatives à l'essor d'une société de loisirs. Il s'est agi pour lui de contrer les déficits, de relancer l'économie et de lutter contre le chômage alors en pleine croissance.

Un nouveau phénomène est apparu avec la participation grandissante des deux membres du ménage au marché du travail. Ce phénomène allait remettre en cause la façon d'aborder la question du temps libre et du loisir, dans la mesure où

il correspondait à l'arrivée massive des femmes sur ce marché. En outre, les statistiques montrent que le pourcentage des femmes entre 25 et 44 ans, présentes sur le marché du travail, est passé de 48 % en 1976 à 78 % en 2002 (Statistique Canada). La question du temps ne pouvait plus se poser d'un point de vue purement individuel, mais devait prendre en compte la vie même du ménage. Il importe moins, dans cette perspective, de savoir si on travaille deux heures de moins par semaine que de trouver un accommodement dans la gestion du temps quotidien pour intégrer de manière harmonieuse une coordination du travail et des activités quotidiennes : ménagères, familiales et scolaires.

Rel. : Notre rapport au loisir et au temps libre est tributaire de notre rapport au travail. Cette expérience des compressions, des rationalisations et des licenciements façonne-t-elle une façon différente de concevoir le loisir?

D. M. : Pour répondre à cette question, il faut faire un petit détour par les trois principales formes d'orientation du travail qui ont prévalu au cours des 30 dernières années. La première forme est celle de l'expression de soi. On va au travail parce qu'on est mobilisé par l'activité même du travail : celui-ci est perçu comme ayant un intérêt en soi, l'individu s'y épanouit et se dépasse. Une deuxième forme est celle de la socialité. Le travail n'est pas nécessairement épanouissant, il peut même être à la rigueur abrutissant, mais il offre un lieu de relations avec les autres, de rencontres, d'appartenance : le milieu de travail est comme une petite famille. Et, enfin, une forme instrumentale : le travail est un moyen pour acquérir de l'argent qui amènera l'individu à vivre quelque chose

Les loisirs deviennent un ensemble d'activités libres qui permettent la réalisation de soi : une sorte de retour de l'intimité, plutôt qu'une insertion dans une culture de loisirs de masse.

d'intéressant, d'épanouissant, de valorisant en dehors du travail. Ce qui importe, ce n'est pas le contenu de la tâche (l'expressivité) ni le milieu (la socialité), mais les conditions de travail, la rémunération, l'ensemble des avantages sociaux qui permettront de se réaliser à l'extérieur du travail.

Ainsi, au sortir de la période sombre de la récession, dans les années 1982 à 1988, les entreprises – dont un nombre important avait procédé à des fusions pour affronter la crise – ont tenté de mettre en valeur les deux premières formes d'orientation données au travail : l'expression de soi et la socialité. Il fallait créer un sentiment d'appartenance. C'était l'époque de « la culture d'entreprise » par laquelle on cher-



chait à amener les travailleurs à « se défoncer » dans leur travail au moyen de manipulations symboliques : on appelait « associé », par exemple, un employé ou un ouvrier. C'était une façon d'exploiter la main-d'œuvre en la valorisant. Cette stratégie a eu un certain succès jusqu'à la récession suivante, celle de 1989-90, durant laquelle les licenciements ont été massifs. Le monde des travailleurs s'est senti trahi. Après avoir développé le sentiment d'appartenance, le licenciement a été ressenti comme un coup de matraque!

Les milieux de travail deviennent aujourd'hui très durs. Ils sont à l'origine d'un profond cynisme de la part de la population active à l'égard de l'entreprise qui n'est plus perçue comme un point d'appui solide et fiable. Cette expérience d'exclusion du travail a joué un grand rôle dans l'instauration d'un nouveau rapport à la vie quotidienne qui s'est imposé dans une partie de la population. Ce phénomène a provoqué un reflux important vers la forme d'orientation du travail instrumentale. La recherche d'expression de soi et de socialité passe alors de moins en moins par le travail.

Même si, depuis quelques années, la reprise économique a amélioré sensiblement les conditions de travail, un retrait

subtil, bien souvent inavoué, par rapport au travail ne cesse de s'accroître. Il se traduit par une valorisation prépondérante du quotidien, consistant à faire attention à soi, à rechercher la socialité et l'expression de soi hors du travail, à s'investir moins dans l'entreprise.

À mon sens, cette attitude annonce une nouvelle conception des loisirs. Ces derniers deviennent un ensemble d'activités libres qui permettent la réalisation de soi : une sorte de retour de l'intimité, plutôt qu'une insertion dans une culture de loisirs de masse. Une culture de l'amitié est très ancrée dans cette génération qui a fait les frais des changements économiques, qui a vécu moins le travail en miettes qu'une situation marquée par des miettes de travail, bref qui a œuvré dans un climat d'incertitude.

La société de loisirs s'envisage dorénavant comme un lieu restreint et convivial où s'arriment la gestion du temps, l'autonomie et la liberté. À cela correspond, par exemple, un nouveau concept d'habitation qui consiste à créer des communautés villageoises au cœur des milieux urbains. Une nouvelle culture urbaine émerge. La ville développe l'esprit

de village, on vend du village en ville, à travers une vie de quartier dynamisée. L'aménagement de l'espace urbain serait pensé en fonction de la valorisation de la culture de la quotidienneté dans laquelle la coupure entre l'activité familiale, l'espace domestique et l'activité de travail s'amenuiserait.

Rel. : La conciliation famille-travail a pris une place significative dans le débat politique durant la dernière campagne électorale. Est-ce là le signe que la vie et le temps quotidiens sont devenus centraux dans la société?

D.M. : Les politiciens sentent très bien, en effet, ce qui est en train de se passer dans la société : cette volonté des gens de se réapproprier leur temporalité et de ne pas l'abandonner aux intérêts des entreprises.

Si ce thème a pris une telle importance, c'est que l'aménagement du temps est devenu un enjeu central. Il sera un facteur clé à l'avenir, car il rejoint une partie importante de la main-d'œuvre constituée des personnes entre 25 et 45 ans qui se sentent pénalisées par rapport au temps libre et à la vie quotidienne – ces derniers ayant pris une place importante dans leur vie. D'autant plus qu'un fait empirique joue en leur

LINO, LOISIR FORCÉ, 2003

Suite à la page 15 ►



JULIE OUELLET, *JOUE AVEC MOI*,
HUILE ET FUSAIN SUR TOILE,
142 X 194 CM, 2002

La rareté du temps

GILLES GAGNÉ

L'AUTEUR EST
PROFESSEUR AU
DÉPARTEMENT DE
SOCIOLOGIE DE
L'UNIVERSITÉ LAVAL

Il y a une quinzaine d'années, un grand journal américain rapportait, sur cinq colonnes à la Une, les résultats d'un curieux sondage : *America is running out of time!* On apprenait alors que les « usagers de la ressource temporelle » étaient, d'une année à l'autre, de plus en plus nombreux à se plaindre de passer leur vie à manquer de temps.

Les Américains, et à leur suite l'essentiel de l'humanité triomphante des pays développés, souffrent ainsi de plus en plus d'avoir trop de choses à mettre dans le temps de leur vie et de devoir faire face au nombre rapidement croissant des « usages alternatifs » de cette ressource « rare ». Pourtant mieux pourvus de toutes les commodités de la vie qu'ils ne l'étaient naguère, consacrant plus de « temps » à leur formation, à leurs loisirs et à leurs vacances, et cela alors même que s'est stabilisée la durée de la semaine de travail et que s'est accrue l'espérance de vie, les voilà donc, 50 ans après la proclamation officielle de la société d'abondance, en pression de temps. Le niveau de vie général s'est élevé mais chacun

doit courir plus vite vers la fin de la sienne pour en profiter. Bref, tout se passe comme s'il était plus difficile de flotter sur 20 mètres d'eau que sur 10, plus essoufflant de vivre dans l'abondance que de s'arranger de la disette.

C'est en jouant de ce paradoxe que Marshall Sahlins (*Âge de pierre, âge d'abondance*, Gallimard, 1976) montra jadis que les membres de certaines sociétés archaïques passaient le plus clair de leur temps à deviser à l'ombre d'un abri de fortune, ne consacrant que quelques heures par jour à satisfaire des besoins tenus au minimum. Dans le sens inverse, Marcuse a soutenu au milieu des années 1960 (dans *L'homme unidimensionnel*) qu'en produisant constamment de nouveaux besoins, les sociétés de consommation se trouvaient à enfoncer leurs membres dans le manque, la satisfaction d'un besoin ne faisant jamais que fournir à ses producteurs les moyens d'en créer de nouveaux pour renouveler l'insatisfaction, le tout ayant pour effet de maintenir les classes moyennes dans la privation relative en faisant de la consommation l'équivalent d'un travail, terriblement consommateur de temps. Mais tout cela est déjà de l'histoire ancienne, l'arrière fond de l'effondrement récent des cours du temps.

Dans une société où les services représentent autant que 70 % des biens économiques, ceux-ci sont en voie d'être

faveur : en même temps que la population active est en croissance sur le marché du travail dans tous les pays occidentaux, depuis 1996, nous assistons dans certains secteurs à une sérieuse pénurie de main-d'œuvre. La capacité de négociation et de pression leur est donc favorable. Le souffle de la quotidienneté et du temps libre ne peut que prendre de l'ampleur dans les années qui viennent. Le travail est devenu un champ parmi d'autres. Et ce n'est pas une utopie économique de dire cela. C'est devenu une réalité empirique.

Par ailleurs, la situation socio-économique a grandement évolué. Le phénomène des déficits de l'État a été en grande partie endigué. Certes, il y a bien la dette, mais, dans un contexte de croissance économique, son poids diminue par rapport au produit intérieur brut.

Nous sommes dans un cadre social où la gestion de la quotidienneté et du travail constituent un point de mire pour l'État. Ce retour de l'État dans la restructuration des activités périphériques au travail, quoique modeste – et restreint à une logique purement formelle et pécuniaire – s'exprime déjà par sa politique concernant les garderies. Il se manifestera probablement, à court terme, dans un programme de conciliation famille-travail. Le scénario d'un revenu de citoyenneté pourrait être mis de l'avant. De même que le réaménagement de la retraite en retraite progressive, non comme une rupture totale par rapport au travail, mais découpant autrement le temps de travail, au lieu de mettre à la retraite une main-d'œuvre épuisée à 55 ou 60 ans. Cela en vue d'améliorer la conciliation des temps sociaux du travail et du temps libre. Un encadrement institutionnel et législatif de la sorte est tout à fait envisageable. C'est une question de volonté politique. Mais

offerts à toute heure du jour et de la nuit. Chacun ne travaille que 37 heures par semaine, mais comme tout travaille tout le temps partout, c'est le temps abstrait du travail, celui qui est de l'argent, qui impose sa loi à l'ensemble. Le monde où un très petit nombre d'activités se disputaient l'usage des mardis soir d'hiver, des dimanches après-midi d'été ou des matins avant 7 heures, a été aboli, et dans certains cas par la loi. On peut souper debout à toute heure, en 17 minutes en moyenne dans les chaînes américaines, profiter de l'horaire flexible, acheter les provisions la nuit, faire ses études primaires par tranches de neuf jours et partir en vacances en novembre. Comme il n'y a plus, dans la société, de cloisons entre des moments qui seraient, comme par nature, réservés chacun à leurs activités particulières, le temps de chacun est devenu un médium homogène, universellement convertible. La force relative des obligations, réelles ou imaginaires, qui poussent à consacrer plus ou moins de temps à diverses activités, fonctionne dès lors comme un système de prix qui oriente la consommation productive de cette ressource rare sans devoir tenir compte de limitations symboliques qui affecteraient diversement la *nature* des moments.

Toutes ses demandes solvables puisant au même réservoir de temps homogène, l'individu est dès lors aux prises en soli-

cela pose le problème crucial des rapports entre l'État et la vie privée. C'est donc aussi une question de culture.

Rel. : La conception du temps libre et de la vie quotidienne, telle qu'elle prédomine actuellement, remet en cause l'idée d'une société fondée sur le travail. Cependant ne repose-t-elle pas aussi sur un désintéret à l'égard de l'espace politique? Celui-ci pourrait faire l'objet d'une réappropriation citoyenne au lieu d'être conçu d'une manière purement instrumentale et gestionnaire. Le politique, comme le travail, ne semblent n'avoir d'intérêt que parce qu'ils nous permettent de bien vivre chez soi.

D.M. : C'est un fait que la culture citoyenne est peu intégrée à cette conception du temps libre. Mais cela ne veut pas dire qu'elle ne puisse pas l'être. Les mobilisations citoyennes récentes, contre la guerre ou contre la mondialisation, sont peut-être le signe d'une valorisation, au sein de cette nouvelle temporalité sociale, du débat public. Les conditions pour l'apparition d'une culture citoyenne centrée sur la responsabilité collective n'en demeurent pas moins liées, entre autres, à une libération de la pression du temps consacré au travail. L'aménagement du temps est vraiment un enjeu clé. C'est de lui que dépend la manière dont nous allons construire nos sociétés à l'avenir. ●

(ENTREVUE RÉALISÉE PAR JEAN-CLAUDE RAVET)

taire avec l'économie compétitive de ses passions, de ses désirs ou de ses obligations qui se propagent, par l'intermédiaire de cette rareté, à l'ensemble de sa vie. L'individu s'installe en conséquence dans le manque, à demeure. Plus jamais d'excès de rien, plus jamais de rien à faire, plus de gratuité, plus de vide, surtout. Il lui faut donc prendre le taureau par les cornes et mettre à son agenda le très important moment de perdre un peu de temps pour éviter de le perdre (par défaut de planification) à des usages de moindre valeur.

En proportion du reste, il y avait peut-être trop de dimanches à craquements de sauterelles et trop de petits matins d'hiver engourdis que seul faisait résonner le crissement des pas du camelot sur la neige. Il y a encore de petites entreprises qui ne répondent pas le midi, des transports en commun qui s'arrêtent à trois heures du matin, des horaires inflexibles, des saisons de la pêche et des gouvernements qui ont des heures de bureau. Il est assez clair que l'usage individuel du temps rencontre là des limitations résiduelles qui entravent à la marge sa régulation par la rareté, mais il est tout aussi clair que les progrès de la rareté pourront difficilement être mis en échec par ces rachitiques survivants...

Concilier famille et emploi

La semaine de quatre jours peut-elle résoudre le manque de temps ressenti par beaucoup de nos contemporains et le stress occasionné par le travail? La réponse à cette question ne réside pas dans une solution technique. Elle invite aussi à reconsidérer les valeurs sociales et politiques qui président à l'organisation du temps dans notre société.

DIANE-GABRIELLE TREMBLAY

L'AUTEURE EST
TITULAIRE DE LA
CHAIRE DE RECHERCHE
DU CANADA SUR
LES ENJEUX SOCIO-
ORGANISATIONNELS DE
L'ÉCONOMIE DU SAVOIR
ET PROFESSEURE À
TÉLÉ-UNIVERSITÉ.

Au cours de cette dernière décennie, nous faisons le constat que nous manquons de temps. Juliet B. Schor fut l'une des premières à lancer le débat en publiant, au début des années 1990, *The overworked American*, ouvrage dans lequel elle montrait que les Américains travaillaient davantage aujourd'hui qu'auparavant. Une relecture de statistiques sur le temps de travail dans une perspective historique montre que le Canada est, avec les États-Unis et la Suède, du nombre des pays où le temps de travail augmente à nouveau, après avoir régulièrement diminué au cours du XX^e siècle. Des études récentes ont permis d'observer que les parents de jeunes enfants éprouvent une difficulté grandissante à assumer pleinement, et de façon satisfaisante, les responsabilités parentales et professionnelles qui leur incombent. De plus, de nombreuses enquêtes indiquent qu'entre la moitié et les deux tiers des hommes et des femmes ont le sentiment de manquer de temps et se sentent stressés. Ce sentiment est plus prononcé chez les parents, et davantage encore chez les mères de jeunes enfants.

L'aménagement et la réduction du temps de travail

Si les mesures de conciliation famille-emploi les plus recherchées par les parents de jeunes enfants touchent à la flexibilité des horaires et à la semaine de quatre jours, à peu près rien n'a pourtant été fait au Québec pour changer la situation, si ce n'est dans des organisations où la main-d'œuvre est rare et recherchée. Lors du sommet socio-économique de 1996, un comité sur le temps de travail avait réfléchi à la question de l'aménagement et de la réduction du temps de travail (ARTT), mais la seule mesure adoptée avait été la réduction de la semaine normale de travail de 44 à 40 heures, alors que la majorité des gens travaillaient déjà en deçà de ces heures. À l'époque, les seules mesures originales avaient été celles élaborées dans le secteur de l'économie sociale. Aujourd'hui, on se rend compte que partout, y compris et peut-être davantage dans les organismes communautaires et d'économie sociale, les parents-travailleurs manquent de temps!

Il y a quelques mois, le Parti québécois annonçait un projet de semaine de quatre jours qui prenait tout le monde par surprise. Avec l'élection du Parti libéral, cette proposition risque fort d'être oubliée. Il faudra néanmoins trouver d'autres solutions. En effet, en l'absence de solutions collectives de réduction et d'aménagement du temps de travail, ce sont les femmes qui, le plus souvent, réduisent leur temps de travail et en paient le prix sur le plan de leur carrière. Pourtant, les débats pendant la campagne électorale ont permis de se ren-

En l'absence de solutions collectives de réduction et d'aménagement du temps de travail, ce sont les femmes qui, le plus souvent, réduisent leur temps de travail et en paient le prix.

dre compte que la question du temps de travail et des temps sociaux est une question cruciale qui touche les gens dans leur vie de tous les jours. La plupart souhaitent des aménagements dans l'organisation de leur travail.

Au-delà de la semaine de quatre jours, l'opposition classique entre le travail et le loisir doit être dépassée pour faire droit à une réalité plus complexe. Du point de vue de la conciliation famille-travail, il faut distinguer un ensemble de temps sociaux : le temps de travail, bien sûr, mais aussi le temps parental, qui inclut les jeux, l'éducation et les soins aux enfants, et le temps du travail domestique (que les non-parents connaissent aussi). On pourrait ajouter le temps de loisirs (qui est parfois associé au temps parental), ainsi que le temps personnel, nécessaire pour s'occuper de soi ou faire des activités personnelles. Il apparaît donc clairement que l'opposition travail-loisir est quelque peu limitée et ne convient plus aux débats actuels sur la nécessité de réduire ou d'aménager le temps de travail.

En ce qui concerne la semaine de quatre jours, cette proposition n'est pas un lapin sorti d'un chapeau. Elle était effectivement la plus souhaitée par les parents interrogés sur les mesures d'aménagement et de réduction du temps de travail désirées pour faciliter la conciliation famille-emploi, dans le cadre de plusieurs recherches que j'ai menées sur le sujet depuis 1996. On peut cependant se demander si, dans sa forme actuelle, cette proposition encore limitée aux parents, est véritablement la meilleure solution possible. Les questions préalables et plus fondamentales semblent être les suivantes : sommes-nous stressés, manquons-nous de temps et, de ce fait, avons-nous besoin de la semaine de quatre jours ou d'une autre forme d'aménagement et de réduction du temps de travail?

Suite à la page 18 ▶

402215K



JULIE OUELLET, JEUX DU BAIN N° 4,
FUSAIN ET MINE DE PLOMB SUR PAPIER,
196 x 204 CM, 2001

Le temps de la liberté

ROLANDE PINARD

Lors de la dernière campagne électorale provinciale, la semaine de quatre jours promise à certains parents a été assimilée à la récupération de 20 % de son temps, au prix de 20 % de son salaire. C'est là un exemple éloquent de notre conception du temps marqué par le travail : un temps quantifiable, mesurable, divisible et multipliable, que l'on peut additionner et soustraire, vendre et acheter, qui présente des valeurs variées selon le type d'activité exercé. Ainsi, 20 % de temps de travail peut être transformé en 20 % de temps familial, au gré des parents.

Cette façon comptable d'aborder la question de la conciliation famille-travail, attrayante par sa simplicité, occulte toute la dimension socialement organisatrice du temps de travail, ainsi que la dimension politique des luttes pour s'y soustraire. Les ouvriers et les ouvrières du XIX^e siècle ont, en effet, opposé une résistance farouche à la discipline du temps imposée par la mécanisation et par l'organisation capitaliste du travail – ponctualité, assiduité, productivité –, synonyme

d'enfermement dans la sphère privée du patron (la fabrique, l'atelier, l'usine). Ce n'est qu'au XX^e siècle que les salariés accepteront véritablement de se plier à cette discipline et, paradoxalement, cela sera finalement motivé par la promesse d'un emploi stable, c'est-à-dire l'enfermement dans une même organisation pour la plus grande partie de sa vie. Avec cet emploi venaient aussi des avantages sociaux qui avaient pour conséquence de rythmer et de déterminer les formes du temps hors travail : vacances, congés divers, retraite. La sécurité d'emploi et le perfectionnement de la société de consommation ont imposé un temps linéaire, marqué par une progression constante de la condition matérielle des salariés des grandes entreprises.

Puis vint la crise de cette forme d'organisation des entreprises et du travail. La sécurité, devenue trop coûteuse, sera remplacée par la flexibilité. Celle-ci se traduit par une concurrence ravivée entre employés comme instrument d'augmentation de la performance; par la constitution d'une zone tampon entre l'organisation et son environnement, constituée de salariés qui absorbent les coûts liés aux incertitudes et à l'imprévisibilité du marché. La flexibilité provoque une diffusion du temps de l'organisation (du travail et de l'entreprise) en dehors du milieu de travail. Plutôt qu'un temps linéaire

L'AUTEURE
EST SOCIOLOGUE

Deux facteurs déterminants

Dès 1999, le *Conference Board* du Canada a mené une enquête sur le travail et la vie personnelle. Les résultats de cette enquête montrent que les femmes ressentent davantage de stress que les hommes lorsqu'elles tentent de conjuguer leurs responsabilités professionnelles et personnelles. Selon cette enquête : « Près du quart des femmes interrogées (24 %) signalent « beaucoup » de stress dû aux problèmes professionnels et personnels, comparativement à un dixième des hommes (10 %). Cependant, les hommes sont aussi nombreux que les femmes à indiquer des niveaux de stress modérés : 30 % des hommes sont modérément stressés par les problèmes professionnels et personnels, comparativement à 28 % des femmes interrogées. Il y a donc environ 40 % des hommes et 54 % des femmes qui font état de stress.

Selon l'enquête sociale générale effectuée par Statistique Canada en 1998, les femmes considèrent le temps comme un facteur important de stress, surtout si elles ont des enfants. En effet, 20 % des femmes mariées travaillant à temps plein et sans enfant font état de stress, alors que c'est le cas de 38 % des femmes travaillant à temps plein avec enfants. Par contre, la présence d'enfants ne semble pas toucher la proportion d'hommes considérant le temps comme un facteur important de stress, puisque 26 % d'entre eux font état de stress (avec ou sans enfant), ce qui signifie sans doute que l'essentiel de leur stress provient du milieu de travail.

formé de segments distincts (journée et semaine de travail, week-end, vacances, retraite), qui donnait une impression de continuité malgré sa fragmentation, la flexibilité introduit un nouveau temps cyclique, qui englobe travail et non-travail, ce qui a pour effet de dissoudre leur distinction dans le temps. C'est pourquoi il semble plus approprié de parler ici de temps organisationnel plutôt que de temps de travail. Par exemple, on peut dire que les employés précaires subissent une réduction du temps de travail, mais du seul point de vue du capital : par la réduction du travail nécessaire à la production, c'est-à-dire la hausse de la productivité, qui a pour effet d'entraîner un temps hanté par le travail, non pas libéré du travail. De leur point de vue subjectif, ces employés font plutôt l'expérience d'une intensification du temps organisationnel puisque celui-ci s'imisce dans leur temps (en apparence) hors travail, exigeant une disponibilité et un assujettissement quasi permanents.

L'organisation envahit la sphère privée pour y puiser de nouvelles ressources de temps, et pas seulement celui de ses employés. Par exemple, quand un employeur exige de ses employées qu'elles mobilisent leurs proches pour assurer la garde de leurs enfants (parce que la flexibilité de l'horaire interdit le recours aux services de garde), la sphère familiale

Dans nos enquêtes (1245 répondants à ce jour), les femmes sur le marché du travail sont davantage affectées que les hommes par ce qu'il est convenu d'appeler les conflits rattachés à la conciliation de la vie personnelle et du travail. On observe que les femmes ont plus de difficulté à concilier l'emploi et la famille et qu'elles manquent davantage de temps. En effet, elles sont 55,2 % à avoir des difficultés de conciliation et à manquer de temps. Mais on trouve aussi 42,6 % d'hommes (sur ce millier de répondants de divers secteurs d'activité et de catégories professionnelles) affirmant manquer de temps et avoir de la difficulté à concilier vie professionnelle et vie familiale.

Nous constatons aussi que les femmes ont plus souvent que les hommes refusé des responsabilités professionnelles à

La formule de la semaine de travail ramenée à quatre jours est celle qui est préférée par les femmes et les hommes, peu importe le type de famille.

cause de leurs obligations familiales (27,9 % contre 17,9 % chez les hommes), qu'elles seraient plus disposées à accepter une réduction volontaire du temps de travail (57,6 % contre 50,3 %) et qu'elles sont davantage prêtes que les hommes à accepter une réduction de salaire en contrepartie d'une réduction du temps de travail. Le tiers des femmes accep-

élagie devient une sorte d'annexe de la sphère du travail. Les différents aspects de la vie en société ont graduellement pris la forme de sphères privées semblables au travail (loisirs, consommation, garde des enfants, etc.). Cette privatisation de la vie en société crée une atomisation et une individualisation particulièrement menaçantes pour notre capacité d'action politique.

Les ouvriers du début du XIX^e siècle, enfermés dans les fabriques 16 heures par jour, réclamaient une réduction du temps de travail « pour sortir au grand jour ». Il ne s'agissait pas, pour eux, de retourner à la sphère privée domestique, mais d'obtenir une place reconnue dans la société, comme citoyens. Aujourd'hui, le temps organisationnel nous enferme dans sa logique sans que nous ayons à être enfermés dans un espace physique particulier. Sa réduction s'applique autant aux sans-emploi et aux employés précaires qu'à ceux et celles qui travaillent à temps plein. Comme par le passé, c'est notre capacité d'exercer la liberté qui est ici en jeu. Non pas la liberté des libéraux, qui s'exerce chacun pour soi, chacun chez soi, mais la liberté collective qui s'exerce dans un espace-temps commun, l'espace public.

« Aujourd'hui, environ 170 villes d'Italie ont développé des politiques temporelles, qui sont, comme on le constate, en même temps des politiques de services urbains pour les citoyens. On voit bien les différentes dimensions de ces politiques temporelles : révision des horaires des services publics en fonction des attentes des citoyens; réagencement des horaires des commerces en tenant compte des besoins et des attentes des habitants, notamment de ceux qui travaillent, réagencement aussi des différents horaires (commerce, écoles, transports...) au moyen de négociations d'un genre nouveau. [...] La loi Turco de mars 2000 intègre ainsi l'ensemble des expériences des temps de la ville dans un projet global de société dont l'objectif essentiel est de réarticuler en profondeur les différents temps de vie. »

DOMINIQUE MÉDA, *LE TEMPS DES FEMMES*.

terait une réduction du temps de travail sans compensation salariale, le tiers l'accepterait avec compensation partielle seulement et le tiers n'accepterait aucune baisse. Notons toutefois que 40 % des hommes ne sont pas disposés à accepter une baisse de salaire pour obtenir une réduction du temps de travail, soit un peu plus que les femmes (1/3).

Quelle forme de réduction du temps de travail?

Nous avons demandé aux répondants quelle forme d'aménagement et de réduction du temps de travail les intéresse davantage. Il est ressorti que la formule de la semaine de travail ramenée à quatre jours (et surtout une semaine « comprimée » à quatre jours) est celle qui est préférée par les femmes et les hommes, peu importe le type de famille. En effet, près de 70 % des femmes vivant en couple avec enfants et près de 65 % des hommes dans la même situation sont d'avis que la semaine dite « comprimée » serait la meilleure manière de réduire leur temps de travail. Au total, les deux tiers des répondants sont de cet avis, quelle que soit leur situation familiale, et jamais moins de 47,4 % des répondants partagent cette opinion. Les femmes responsables de familles monoparentales sont 60 % à être de cet avis, alors qu'elles sont moins disposées à accepter une baisse de salaire en contrepartie d'une réduction du temps de travail.

La seconde mesure la plus populaire est la journée de travail écourtée, retenue par 13,9 % des femmes vivant seules avec leurs enfants, 8,1 % des femmes en général et 8,9 % des hommes vivant en couple. Viennent ensuite les jours supplémentaires de congé et les vacances annuelles allongées (7 %), autant de formules que nos gouvernements pourraient étudier s'ils souhaitaient se doter d'une véritable « politique des temps », incluant le temps de travail et les temps sociaux. Les administrations municipales pourraient aussi s'intéresser au sujet, comme c'est le cas en Europe (en Italie et, surtout, en France), où l'on parle de plus en plus du « temps des villes » et où l'on tente d'articuler l'ensemble des horaires de la vie : vie professionnelle, vie familiale, vie citoyenne, vie sportive ou de loisir. Nombre de jeunes parents n'ont malheureusement

pas tellement de temps pour autre chose que les deux premières catégories d'activités lorsque les enfants sont en bas âge!

La semaine de quatre jours pourrait cependant avoir un effet d'accroissement des soins dispensés par les femmes. En effet, déjà, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à dispenser des soins et elles consacrent beaucoup plus de temps à leurs proches que ne le font les hommes. En 1996, les femmes représentaient 61 % des pourvoyeurs de soins domestiques au Canada; parmi celles-ci, les deux tiers étaient également sur le marché du travail rémunéré. Elles consacraient à ce type d'activité en moyenne cinq heures par semaine, comparativement à trois heures pour les hommes.

Pour ce qui est des mères ayant un emploi, elles consacrent généralement deux fois plus de temps que les pères ayant un emploi à prodiguer des soins personnels aux jeunes enfants. À ce titre, en 1998, les mères salariées des familles où les deux conjoints travaillent et ont un enfant de moins de cinq ans, consacraient en moyenne 91 minutes par jour aux soins personnels des enfants, comparativement à 47 minutes pour les pères.

Pour une « politique des temps »

Les gens manquent de temps et souhaitent, à divers moments de leur vie, prendre du temps pour différentes activités (éducation et activités avec les enfants, formation, vie sociale et engagements citoyens, activités sportives, etc.). Pourquoi ne pas tenter de s'inspirer de la mesure française du « compte épargne temps » adoptée dans la foulée des 35 heures en France? Cette mesure permet d'accumuler du temps lorsqu'on dépasse les 35 heures hebdomadaires, et de reprendre ce temps par la suite pour allonger les vacances, prendre une retraite anticipée ou s'occuper des enfants. Par contre, puisque les femmes prennent davantage de temps que les hommes pour les enfants, cette mesure ne changerait pas nécessairement le déséquilibre du partage des tâches domestiques entre les sexes. C'est tout de même une mesure intéressante pour son caractère flexible. Elle pourrait le devenir encore plus si l'on y associait la possibilité d'une retraite progressive sans pénalité.

Nos organismes de statistiques et nos ministères de l'emploi devraient s'intéresser sérieusement aux aspirations des travailleuses et des travailleurs relatives au temps de travail et à la vie active. De leur côté, les administrations municipales et scolaires pourraient s'inspirer des travaux européens sur « le temps des villes ». Elles pourraient améliorer leur offre de service destinée aux parents et aux enfants et contribuer ainsi à améliorer leur mode de vie et leur rapport au temps. ●

Les exclus des vacances

Alors qu'au Québec, le taux de chômage dépasse les 9 % et celui des travailleurs atypiques 25 %, l'accès aux vacances ne relève pas du seul ressort des individus. Il s'agit avant tout d'une question politique et sociale.

JEAN STAFFORD ET LOUIS JOLIN

LES AUTEURS
SONT PROFESSEURS
AU DÉPARTEMENT
D'ÉTUDES URBAINES
ET TOURISTIQUES
À L'UQAM

Lors de la dernière campagne électorale au Québec, le Parti québécois mettait de l'avant un projet de crédit d'impôt remboursable pour les vacances; cette promesse électorale a été dénoncée par le Parti libéral du Québec comme une nouvelle mainmise de l'État sur la « vie privée » des citoyens, une forme de dirigisme inacceptable dans une société libre. En juin 1936, en France, le gouvernement du Front populaire, dirigé par Léon Blum, accordait à tous les salariés deux semaines de congés payés, prémices des vacances pour tous; cette décision entraîna ironie et sarcasmes de la part des classes dirigeantes de l'époque.

Pour l'idéologie néolibérale, les inégalités sont inscrites dans la trame même des sociétés, elles sont « naturelles » et dans l'ordre des choses. Dans le passé, les luttes sociales ont porté successivement sur l'accès à l'éducation, les soins de santé, l'aide sociale aux chômeurs et aux personnes défavorisées. L'accès aux vacances fait toujours difficulté pour les groupes sociaux les plus pauvres.

Il existe des différences importantes entre le nombre d'heures travaillées par semaine et les jours de congés payés annuels. Les différences les plus profondes apparaissent entre les pays européens et les autres; ainsi, la France octroie 25 jours de vacances annuelles et le Canada seulement 10. Si les inégalités sont flagrantes entre les pays, elles sont aussi très fortes à l'intérieur même de ces pays.

Plus qu'un simple phénomène de civilisation, les vacances et le tourisme deviennent l'image même de la société post-moderne construite sur les valeurs de mobilité des personnes et des biens, de la communication sans limites et de la mondialisation des économies et des cultures. Dans ce contexte, l'exclusion d'une partie de la population de cette « société de loisirs » ne peut être que durement ressentie.

Ceux qui partent et ceux qui restent

Dans les années 1960, tenant compte du taux de croissance très élevé des départs en vacances, la plupart des spécialistes en la matière s'attendaient à un taux de départ en vacances entre 90 % et 95 % en l'an 2000 (Dumazedier, J., *Vers une civilisation du loisir?*, Seuil, 1962). Ces prévisions n'ont pas été confirmées : dans la plupart des pays occidentaux, le taux

oscille entre 50 % et 60 %. Au Québec, en 1995, le taux de vacanciers était de 53,8 % – les vacances signifient au minimum quatre jours de congé consécutifs en dehors d'un long week-end; le vacancier partant est celui qui, durant cette période, passe au moins 24 heures ou une nuit en dehors de son domicile. Les comportements des vacanciers se répartissent de la façon suivante : 22 % de non-partants et 78 % de partants. Chez les non-partants, on compte 13 % de sédentaires (balcon-ville) et 9 % d'excursionnistes (séjour de moins de 24 heures). Chez les partants (78 %), 45 % séjournent dans une destination unique et 33 % ont des destinations multiples.

Les non-vacanciers correspondent à un profil bien défini : ce sont les plus pauvres et les moins scolarisés. Comme le revenu salarial, la scolarité est un vecteur important de l'exclusion face aux vacances. On remarque également que ce sont les plus jeunes (la catégorie des 24 ans et moins) et celle des plus vieux (la catégorie des 65 ans et plus) qui regroupent le plus de non-vacanciers – étudiants peu fortunés, ouvriers non spécialisés, travailleurs agricoles et retraités.

Le seuil de faible revenu était fixé en 1997 (pour la moyenne des tailles des régions de résidence et sur la base de l'IPC de 1992) à 14 734 \$, si du moins on utilise la définition

Pour ceux qui rêvent d'une société plus solidaire et plus égalitaire, les obstacles aux vacances pour tous représentent un dur verrou de plus à faire céder.

de Statistique Canada, selon laquelle : « Les seuils de faible revenu de l'année de base sont établis à partir des familles qui consacrent 20 points de pourcentage de plus que ne le font l'ensemble des familles canadiennes au titre de l'alimentation, du logement et de l'habillement. » (*Seuils de faible revenu*, Statistique Canada, Catalogue 13-551-XIB, 1999.) Pour la même année, au Canada, la proportion de personnes seules à faible revenu était de 36,3 % et la proportion des familles à faible revenu de 14,3 %.

Même en étant très conservateur dans nos hypothèses, nous pouvons supposer que, dans l'ensemble de la population, près de 40 à 50 % des personnes seules et au moins 20 à 25 % des familles ne peuvent pas prendre des vacances chaque année et même durant plusieurs années d'affilée. Les vacances, ou plutôt l'absence de vacances, deviennent un critère quasi permanent d'exclusion; un élément de plus dans la longue liste des inégalités. Pour ceux qui rêvent d'une société plus solidaire et plus égalitaire, les obstacles aux vacances pour tous représentent un dur verrou de plus à faire céder.

Pour une politique sociale des vacances et du tourisme

Les populations de plusieurs pays, surtout en Europe, bénéficient légalement de plus de jours de vacances que les Québécois. Mais ce n'est pas tout! Il ne suffit pas d'avoir plus de temps, encore faut-il disposer aussi des ressources nécessaires pour partir en vacances. Des pays comme la France et la Belgique, entre autres, ont mis en place des programmes d'aide à la pierre (subventions aux infrastructures du secteur de l'économie sociale : villages de vacances, maisons familiales de vacances, auberges de jeunesse, gîtes ruraux, etc.) et des programmes d'aide à la personne (bons-vacances, pécules de vacances, chèques-vacances, etc.). Évidemment ces programmes s'appuient sur une conception de l'État qui se soucie de réduire les inégalités. Au Québec, certaines initiatives similaires ont également vu le jour pour accroître l'accessibilité aux vacances et au tourisme avec un soutien de l'État, plus ou moins marqué selon les époques et les partis politiques au pouvoir (camps familiaux, centres de vacances, bases de plein air).

Des mesures concrètes, tel un crédit d'impôt, pourraient permettre à plus de Québécois de se ressourcer, de se retrouver en famille en dehors de leur domicile, de partir à la découverte de l'autre... tout en favorisant le développement économique des régions. En outre, la relation étroite entre les vacances et la santé dans une approche de prévention n'est plus à démontrer. Les vacances permettent de développer des rythmes de vie différents, tant sur le plan social que biologique. Une rupture avec le quotidien, plus de repos et une participation accrue à des activités de plein air influent sur les équilibres physiques et psychosociologiques.

L'influence des vacances sur le bien-être des populations et, plus particulièrement le départ en vacances, militent en faveur d'une véritable politique pour en accroître l'accessibilité : mesures législatives pour augmenter le temps de vacances, aides à la personne et aux familles, soutien financier aux établissements de vacances de l'économie sociale...

Cette politique pourrait inclure la mise en place d'un chèque-vacances (ou carte-vacances) réclamé par plusieurs intervenants depuis quelques années (*Actes du Colloque sur le chèque-vacances au Québec*, Montréal, BITS-Amériques, 2000). Cette formule, qui a fait ses preuves dans divers pays européens en engageant plus fortement l'ensemble de la société civile qu'un crédit d'impôt, vise à favoriser l'épargne des travailleurs et travailleuses pour les vacances, à solliciter la contribution des employeurs qui bonifieraient cette épargne et à soutenir les établissements touristiques québécois qui

honoreront ce moyen de paiement. La mesure permet aussi de constituer un fonds d'investissement (constitué des intérêts des placements d'argent effectués entre l'achat du chèque ou de la carte-vacances et son utilisation), fonds qui pourrait aider à soutenir les infrastructures de l'économie sociale et les petits établissements touristiques et qui permettrait, par l'octroi de bourses, d'aider les plus démunis à partir en vacances. Cette formule n'est pas très coûteuse pour



l'État, hormis la défiscalisation de la contribution de l'employeur sur le chèque-vacances, mais l'État y retrouverait rapidement sa mise par l'augmentation de la consommation et des taxes qui y sont reliées.

Dans un contexte où le rôle de l'État est remis en question, une politique sociale des vacances et du tourisme est-elle prévisible? On peut certes en douter si on se fie aux premières réactions du Parti libéral à la proposition du crédit d'impôt pour les vacances. Par contre, la priorité que ce parti semble vouloir accorder à la santé pourrait l'amener à envisager une politique sociale des vacances et du tourisme comme un élément constitutif d'une approche globale de la santé des Québécois. L'avenir le dira... ●

JULIE OUELLET,
BAIN DE BOIS,
ENCAUSTIQUE SUR
BOIS, 39 x 44 CM,
2003

Le septième jour : repos!

La notion biblique du *shabbat*, libératrice et subversive aux temps où elle fut forgée, interpelle toujours la société prise dans les filets de la marchandisation capitaliste et les rapports sociaux inégaux.

ANDRÉ MYRE

Réglementons, non! déréglementons, dit l'Homme

L'AUTEUR EST BIBLISTE

Tant qu'à déréglementer, dit l'Homme, déréglementons. Et il déréglementa même ce qui à l'origine n'était pas un règlement, c'est-à-dire cette sage tradition de se reposer le septième jour, mais dont il en avait fait un règlement. C'était une directive, ou une direction, ou une orientation. On ne vit pas pour travailler, avait dit Dieu, on n'a pas le droit de se rendre esclave de rien, fût-ce du travail.

« Tu te rappelleras que tu as été esclave en terre d'Égypte et que Yhwh ton Dieu, main de fer et bras foudroyant, t'en a fait sortir. C'est pourquoi Yhwh ton Dieu t'a ordonné de respecter ce jour du shabbat. » (*Deutéronome* 5,15)

Un « ordre » de Dieu : c'est une parole qui trace un chemin, indique la voie, oriente vers la liberté, a en vue la vie plutôt que le désordre ou le chaos. Or, il est significatif que l'Homme n'a de cesse de transformer ces directions en lois et commandements.

Réglementons, dit l'Homme, tout fier de se rendre esclave de ses lois au nom de Dieu. Au contraire, déréglementons, dit encore l'Homme, fier d'écartier ces orientations au nom de sa liberté pour se diriger lui aussi vers l'esclavage, du travail cette fois.

Les paroles sur le *shabbat* surviennent dans ces vieux textes judéo-chrétiens, tant décriés que plusieurs lecteurs se demandent sans doute ce qu'on en pourrait bien tirer qui soit pertinent pour une société qui vogue allègrement vers la mondialisation sous la direction éclairée d'une superpuissance toute dévouée à la libération des peuples. Voyons voir.

Le commerce avant tout, dit l'Homme

La tradition du *shabbat*, le septième jour, est certainement une tradition ancienne en Israël. On la retrouve dans les deux versions du Décalogue du livre de l'*Exode* (20,10) et du *Deutéronome* (5,13-14). Ce jour est fait pour le repos :

« Six jours durant tu travailleras et vaqueras à tes occupations, et, le septième, c'est shabbat pour Yhwh ton Dieu : ni toi, ni ton fils ou ta fille, ton serviteur, ta servante, ton bœuf, ton âne ou toute autre de tes bêtes, ni l'immigré non plus séjournant dans tes murs, aucun d'entre vous ne se livrera à

quelque activité que ce soit. Ainsi, comme toi, pourront se reposer ton serviteur et ta servante. » (*Deutéronome* 5,13-14)

Mais le repos, cela fatigue l'Homme, surtout celui qui partage les valeurs de l'Empire. À lire la Bible, on se rend compte qu'avant l'exil à Babylone, au début du sixième siècle avant J.-C., le *shabbat* tient plus ou moins le coup. C'est une fois le retour des exilés au pays que ça se gâte, disons entre 450 et 350 avant J.-C. La Perse est la superpuissance du temps. L'Empire a créé un système de taxation fort efficace; la monnaie est fondue par le gouvernement et standardisée. Une formidable pyramide sociale se met en place, qui se maintient à coups de concessions accordées aux grands de ce monde : élites fortunées, personnel militaire, officiels du Temple. Les plus riches s'enrichissent aux dépens des plus pauvres, et chacun surveille l'autre :

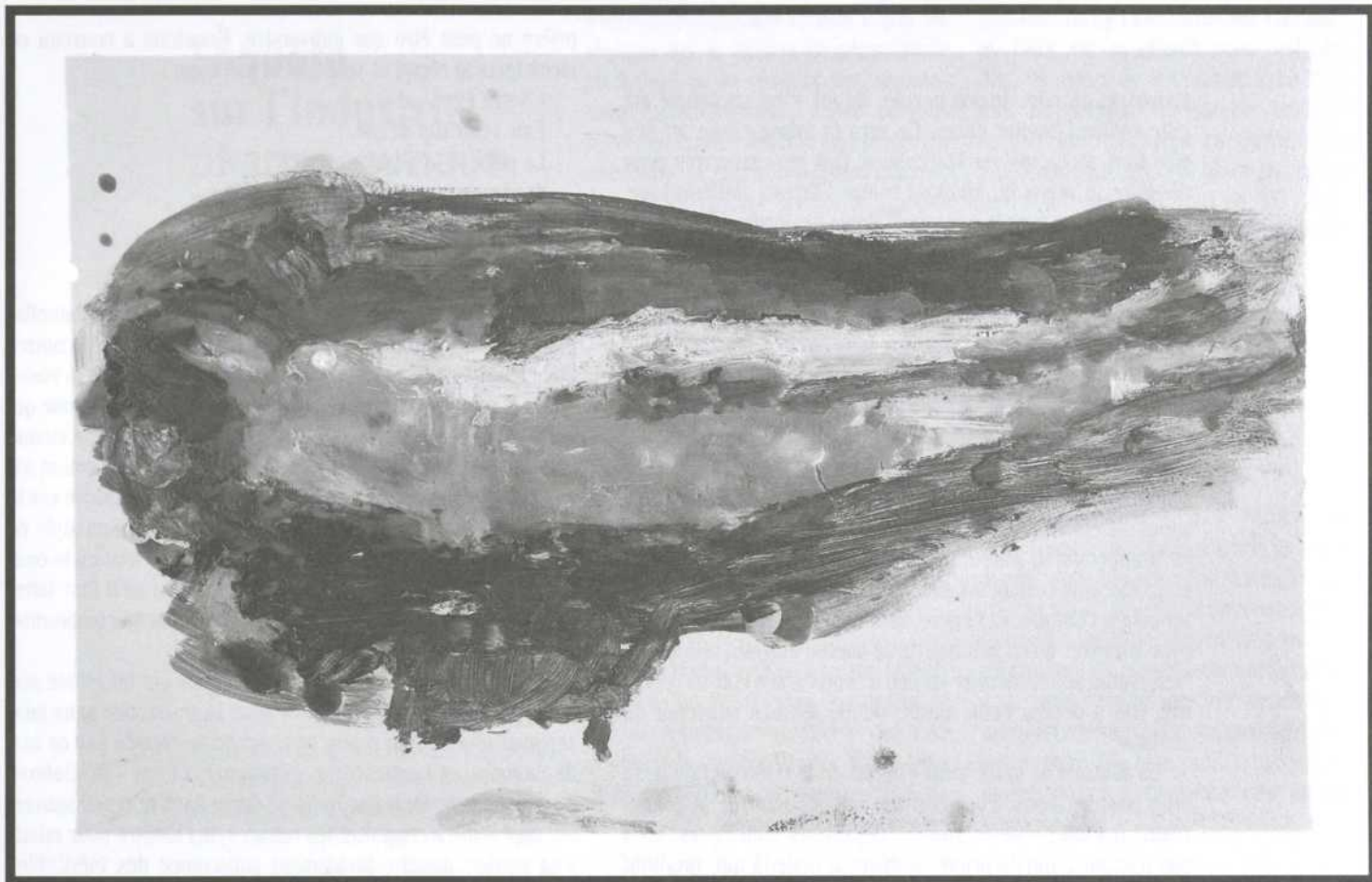
« Dans les provinces
sans justice sans procès
le pauvre est opprimé
N'en sois pas surpris
les grands de ce monde
veillent sur les grands de ce monde
et de plus grands encore
veillent sur eux tous. » (*Qohélet* 5,7)

On ne cesse de consommer, sans jamais avoir assez. L'insécurité règne : « L'or se charge de tout », se plaint Qohélet (10,19). Les petites gens sont réduits à emprunter pour vivre mais, pleins de dettes, perdent propriétés et gagne-pain et leurs enfants sont vendus comme esclaves. Argent, commerce

Le shabbat est le repos d'un groupe humain libre, dans un contexte de pression et d'opposition constantes. Le shabbat est subversif par essence, puisqu'il refuse de produire alors que tel est l'impératif de l'entourage.

et investissements d'un côté, prêts, hypothèques et faillites de l'autre. Comme le dit si bien Qohélet : « Rien de nouveau sous le soleil » (1,9). Dans ce contexte, pas surprenant que le repos du septième jour soit apparu à l'Homme comme démodé, contraire aux valeurs de l'Empire, une nuisance pour le commerce, une insoutenable limite aux profits. Le gouverneur Néhémie, nommé par les Perses mais fidèle aux traditions de ses ancêtres, décrit clairement la situation en Juda et dans la Jérusalem de l'époque :

« Ces jours-là, je vois dans Juda qu'on foule au pressoir pendant le shabbat, et qu'on apporte des denrées en masse! Et qu'on apporte à Jérusalem du vin, du raisin, des figues et



des charges de toutes sortes, chargés sur des ânes, au jour du shabbat!... Et que les Tyriens y résident, apportant leur poisson et toutes sortes de marchandises, vendant pendant le shabbat aux fils de Juda et à Jérusalem.» (*Néhémie* 12,15)

Saine concurrence oblige. Les fils d'Abraham se doivent de faire du commerce le jour du *shabbat* s'ils ne veulent pas voir leurs profits passer aux mains des étrangers. Il fallait déréglementer, se disait l'Homme.

Malgré tout, la tradition du *shabbat* a réussi à se maintenir. Jour de repos familial et de prière, dans le judaïsme. Jour décalé de 24 heures, et affranchi de ses contraintes juridiques, dans le christianisme. « C'est pour nous rendre à la liberté que le Christ nous a libérés », s'écrit Paul (*Galates* 5,1). Mais les impératifs du commerce, alliés de la sécularisation de la société, lui rendent à nouveau la vie difficile.

Je refuse de produire, dit le Repos

Le mot « repos », conservé parce qu'il est inscrit au cœur de la tradition sabbatique, pourrait sans problème être remplacé par « loisir », « temps libre », qui correspond davantage à la culture d'aujourd'hui. Pourquoi donc le *shabbat*? Et quels en sont les aspects qui le caractérisent?

Il répond au besoin de repos après le labeur du travail, ressenti par les humains, les bêtes, la nature même (année sabbatique).

Il heurte de plain-pied les impératifs impériaux de la consommation effrénée, du commerce sans entraves, du profit sans limites et de l'esclavage humain sans vergogne.

Il symbolise la résistance d'un peuple (Israël) ou de petites communautés (chrétiennes) face aux pressions de l'entourage.

Il s'agit d'un jour sacré, où s'exprime la prière qui rappelle la libération d'Égypte et annonce d'autres libérations à venir.

Le *shabbat* est le repos d'un groupe humain libre, dans un contexte de pression et d'opposition constantes. Le *shabbat* est subversif par essence, puisqu'il refuse de produire alors que tel est l'impératif de l'entourage.

Avec qui me reposer? dis-Je

Le principal problème de la croyante et du croyant – si je me permets ici de parler d'eux –, ce n'est pas que le repos ou le loisir soit attaqué de toutes parts. En cela, ils partagent la condition de grande fatigue dont témoigne notre société. Et cette fatigue est de toujours. L'Empire a toujours détesté et détestera toujours le repos. Le principal problème est ailleurs, précisément dans la solitude. Toute la Bible témoigne du fait que la lutte subversive du repos contre l'Empire était une entreprise collective. Quand Néhémie décide de restaurer la pratique du *shabbat* en laissant les marchands en dehors de Jérusalem ce jour-là (13,19-21), il le fait comme chef du

JULIE OUELLET, *PETT*
REPOS ÉTERNEL N° 1,
ENCAUSTIQUE SUR PAPIER,
21 x 34 CM, 2001

peuple, et au nom de son peuple. En lui, c'est un peuple qui lutte contre l'Empire perse. Ce sera la même chose un peu plus tard, au temps des Maccabées. Des gens mourront pour défendre le repos du *shabbat* contre l'Empire hellénistique. Tout comme ce sera le cas quand Rome deviendra l'Empire du temps. Au temps de la Nouvelle Alliance, ce sont des communautés qui célèbrent la victoire du Christ le dimanche, comme plus tard, ce sera le christianisme dans son ensemble qui vivra le repos du dimanche. La lutte contre les impératifs commerciaux a de tout temps été une lutte collective.

Mais de nos jours, chez nous en particulier, la croyante est seule, le croyant est seul. L'État a fait acte de soumission à l'Empire. L'OMC règne en maître. Le commerce a tous les droits. Le jour hebdomadaire du repos a été aboli. L'Homme a triomphalement rétabli son statut d'esclave de la production, en trompetant sa liberté de vendre et d'acheter quand ça lui plaît. Par gouvernements successifs, le peuple a cessé de lutter contre l'Empire. Et l'Église aussi. Laissant de côté sa tâche pour n'œuvrer qu'en fonction de sa survie, et ayant besoin des bien nantis pour redonner un peu d'espoir à ses coffres dégarnis, elle a depuis belle lurette oublié le sens subversif du *shabbat*.

La solitude de la foi, peut-être est-ce le nouveau lieu de la lutte pour le repos. Peut-être est-ce l'occasion de la prière, réalité qui fait partie du *shabbat* depuis des millénaires. Mais pas n'importe quelle prière, seulement celle-là qui, profitant du *shabbat*, peut nourrir le sens de ce repos, soit l'opposition aux valeurs de l'Empire. Soulignons qu'ici les mots « foi » et « prière » sont pris dans un sens largement humain, et non étroitement religieux. La foi, c'est ce dynamisme de fond qui monte en soi de l'on ne sait où, pour s'opposer à l'Empire du temps et inscrire qui l'écoute dans une lignée qui vient du bout des âges. Prier, c'est ce temps qu'on se donne pour nourrir sa réponse aux exigences de cette foi. On peut fort bien être humain sans religion, mais pas sans foi ni prière. Or, une vraie

prière ne peut être que subversive. Écoutons à nouveau ce vieux texte si récité et pourtant si méconnu :

« Notre Père, ...

Fais venir ton Règne...

Le pain de la journée,
donne-le-nous aujourd'hui.

Remets nos dettes

comme nous remettons à qui nous doit.

...et garde-nous du mal. » (*Matthieu 6,9-13*)

Si le *shabbat* est repos, et si ce repos est traditionnellement rempli de prière, c'est à cause de l'objectif visé : contrer l'inhumanité de l'Empire. Or, comment tenir bon dans la résistance si on ne se réoriente pas constamment vers ce jour qui verra l'Empire du temps jeté en bas de son socle? Que vienne enfin ce Règne! De plus, comment vivre harmonieusement s'il y a incohérence entre l'espérance et la vie? Le *shabbat* est le temps donné ou pris pour évaluer la sobriété de son style de vie, simplicité qui complique la vie du système tout en le condamnant. Vivre au jour le jour, donc, voilà ce qu'il faut faire, sans avoir trop de réserves, avec un minimum de compromis face aux règles du jeu.

Mais le système dure et il est dur pour qui lui refuse son allégeance. Impossible de durer dans la résistance sans laisser monter en soi la colère et le scandale causés par ce mal de toujours, et sans espérer y échapper. « Prier » le *shabbat*, c'est donc prendre les moyens de durer dans le repos subversif, apprendre à connaître les rouages de l'Empire pour mieux s'en garder, prendre lucidement conscience des inévitables compromissions qu'impose la vie et s'aimer humblement.

Enfin, faut-il le rappeler, les rédacteurs de la vieille prière l'ont présentée comme l'expression d'un « nous ». Seul, on ne tient pas longtemps. Aussi, le repos devrait-il pouvoir se vivre à plusieurs, réunis dans cette subversion qui traverse les millénaires pour dire à l'Empire qu'il aura toujours tout faux et que les humains sont autre chose que des machines à produire qu'il peut programmer à son gré. Heureusement que ce sens subversif du *shabbat* peut se dire en se reposant. ●

Pour prolonger la réflexion

LIVRES

DESCARRIES, Francine et CORBEIL, Christine (sous la dir.), *Espaces et temps de la maternité*, Montréal, Remue-ménage, 2002.

LALONDE, Michel, *La reconnaissance du temps*, Montréal, R. Davies, 1996.

PINARD, Rolande, *Révolution du travail, de l'artisan au manager*, Montréal, Liber, 2000.

TREMBLAY, D.-G. et DAGENAIS, L.-F., *Segmentations, fragmentations et mutations du marché du travail*, Québec, Presses universitaires du Québec, 2002.

SAMSON, M. et J. STAFFORD, *Vacances et tourisme 1995. Enquête auprès d'un échantillon de Québécois et de Montréalais sur les comportements de vacances*, ministère des Affaires municipales, Direction générale du loisir et des sports, Gouvernement du Québec, Québec, 1996.

SCHOR, Juliet, *The Overworked American*, New York, Basic Books, 1991.

World Tourism Organization, *Changes in Leisure Time: The impact of Tourism*, Madrid, WTO, 1999.

REVUE

Projet, Rythmes et temps collectifs, n° 273, mars 2003.

SITE

World Tourism Organization : www.worldtourism.org

Enquête sur l'industrie pharmaceutique

Quatre-vingt-cinq personnes et organismes, sous l'égide de la *Coalition Solidarité Santé*, ont réclamé en mai dernier une enquête publique sur les pratiques commerciales de l'industrie pharmaceutique. Ils rappellent que les médecins, pharmaciens, chercheurs, décideurs cliniques et décideurs politiques sont susceptibles de recevoir des gratifications ou de faire l'objet de pressions de la part de cette puissante industrie. Il est connu que les compagnies pharmaceutiques investissent deux fois plus en marketing qu'en recherche. Or, cette surenchère a une incidence sur le coût des primes des différents régimes d'assurance-médicaments et la croissance du coût des médicaments est l'élément le plus inflationniste du système. Depuis cinq ans, c'est près d'un milliard supplémentaire que le Québec a dû ajouter à ses dépenses annuelles en médicaments. Selon Marie Pelchat, porte-parole de la coalition : « Nous ne pouvons accepter ces pratiques commerciales, moralement et éthiquement inacceptables. C'est pourquoi nous demandons au nouveau ministre de la Santé et des Services sociaux d'initier, au début de son mandat, une enquête publique sur les pratiques commerciales de l'industrie pharmaceutique. »

Le tourisme équitable

Depuis quelques années, nous sommes plus conscients des méfaits que le tourisme peut engendrer. Cela a donné naissance à la notion de

« tourisme équitable », une façon de voyager qui se soucie de promouvoir la dignité et le respect des populations locales visitées. L'idée de tourisme équitable renvoie au devoir de nous assurer que notre séjour dans un lieu de villégiature profite aux populations et aux travailleurs qui nous accueillent et contribue au développement durable de leur milieu. Alors que le tourisme rime parfois avec exploitation, il est heureux de voir que de nombreux sites, sur la Toile, font la promotion d'un tourisme équitable.

Peine de mort et couleur de peau

La branche américaine de l'Organisation de défense des droits de l'Homme souligne que 80 % des 845 condamnés exécutés aux États-Unis depuis 1977 l'ont été pour meurtre de Blancs. Un nombre disproportionné de Noirs ont été exécutés et beaucoup ont été condamnés par un jury ne comprenant aucun Noir. Amnistie internationale estime que ces données mettent en évidence le fait que la peine de mort n'est pas appliquée de manière équitable aux États-Unis.

Le Québec en tête des taux de syndicalisation

Malgré une forte augmentation du nombre de salariés sur le marché québécois du travail en 2002, la proportion des syndiqués est demeurée la même que l'année précédente, soit 40,4 %. Avec ce taux, le Québec se classe au premier rang des provinces canadiennes et de l'Amérique du Nord en matière de syndica-

lisation. Dans l'ensemble du Canada, le taux de syndicalisation est de 32,2 %, alors qu'il s'établit à 13,2 % aux États-Unis. Le salaire horaire moyen des syndiqués au Québec en 2002 était de 19,60 \$, alors que celui des non syndiqués était de 15,19 \$. Ces données sont tirées du dernier relevé de Statistique Canada.

Les colonies juives

La Commission des droits de l'Homme de l'ONU a invité Israël à démanteler les colonies juives construites dans les territoires occupés, affirmant qu'elles violent le droit international et constituent un obstacle à la paix. La résolution condamne aussi fermement l'occupation militaire israélienne, la qualifiant d'agression et de violation flagrante des droits humains.

200 ans de charité

Cette année, les sœurs de la Charité de Saint-Louis célèbrent leur bicentenaire de fondation. C'est en effet en 1803, à Vannes (Bretagne), que leur fondatrice, Marie-Louise Élisabeth de Lamoignon, commence à accueillir et à éduquer des orphelines. À sa suite, elles sont aujourd'hui 717 religieuses réparties en France, en Angleterre, au Canada, aux États-Unis, en Haïti, en Martinique, au Mali, au Sénégal, à Madagascar et au Mexique, où elles exercent leur mission d'évangélisation, principalement dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la pastorale. Pour en savoir plus : www.soeursdelacharitelouis.qc.ca

L'Indonésie : l'héritage des prédateurs

Dès la mise en place des premiers empires coloniaux, l'Indonésie a été dans la mire des forces de la mondialisation. Celles-ci n'ont jamais relâché leur surveillance. L'attentat de Bali, dont on a ouvert récemment le procès, est indissociable de ce contexte.

RODOLPHE DE KONINCK

L'intégration progressive de l'archipel indonésien à l'empire néerlandais s'est faite à compter du début du XVII^e siècle. Réalisée non sans violence, pendant près de trois siècles et demi, l'unification politique de cet immense archipel était à peine achevée au moment où les Japonais l'envahirent au début de 1942. Après la défaite japonaise, ce n'est que par la force des armes que les Néerlandais, aidés en cela, au départ, par la marine britannique, purent reprendre le contrôle de leurs sujets coloniaux réticents, lesquels avaient par ailleurs, dès le 17 août 1945, proclamé leur indépendance. Mais ce contrôle ne fut plus jamais ce qu'il avait été et, après une longue lutte, les nationalistes parvinrent à chasser les coloniaux et à faire reconnaître cette indépendance le 27 décembre 1949. Tant au cours des 52 mois écoulés entre ces deux dates que durant les années 1950, alors que les forces centrifuges menaçaient la consolidation de cet État archipelagique unique au monde, l'armée nationale joua un rôle déterminant et acquit un grand prestige auprès des populations. Comme dans plusieurs pays ayant lutté

contre une puissance coloniale têtue, l'armée s'est implantée durablement.

Un monde industriel séduit

Une caractéristique fondamentale de l'histoire moderne des forces armées indonésiennes, les *Tentara Negeri Indonesia*, connues dans le pays sous l'acronyme de TNI, réside dans les liens étroits qu'elles ont tissés avec le gouvernement et les forces armées des États-Unis. Avant que ces liens ne se concrétisent, à la fin des années 1960, les TNI avaient acquis leurs lettres de noblesse auprès de l'establishment américain en menant de main de maître, le 30 septembre 1965, ce que l'on peut sans doute considérer comme le plus rusé des coups d'État de l'ère moderne. Elles étaient alors menées par un héros de la guerre d'indépendance, le général Suharto. Au cours des deux années qui suivirent, celui-ci consolidait son pouvoir en écartant, sans le liquider, le charismatique président Sukarno, et fondait le régime militaire dit de l'Ordre Nouveau. En même temps, une répression sanglante s'abattait contre tout ce qui dans le pays pouvait être soupçonné de sympathie communiste, en particulier dans les campagnes de l'île maîtresse de Java. Il faut se rappeler que, plus au nord, la guerre américaine du Vietnam faisait déjà rage.

Lui aussi plutôt unique dans l'histoire, le régime de l'Ordre Nouveau séduisit d'emblée les forces mondialisatrices modernes, lire les grands pays industriels, États-Unis et Japon en tête. Ceux-ci formèrent alors un grand consortium financier, le *Inter-Governmental Consultative Group on Indonesia*, l'IGGI, plus tard devenu le CGI, auquel participait d'ailleurs le

Canada. Depuis lors et jusqu'à la chute de Suharto, en 1998, ce consortium, éventuellement relayé par le FMI et l'Asian Development Bank, a prêté des sommes colossales au régime, les États-Unis ajoutant au « package » un vaste programme de formation des officiers des TNI.

Parmi les « bons coups » réalisés par le régime de l'Ordre Nouveau, lui ayant acquis la sympathie des grandes démocraties industrielles, ou en tout cas des États-Unis, il y eut l'invasion du Timor oriental le 7 décembre 1975. Il faut rappeler que cette invasion avait obtenu le feu vert du président amé-



ricain Gerald Ford et de son conseiller Henry Kissinger, lesquels avaient quitté Jakarta la veille au soir. Malgré l'opposition évidente de la population locale qu'elle réprimait déjà par le fer et par le feu, malgré les condamnations de l'ONU, l'Indonésie annexa sa conquête en juillet 1976, en faisant sa 27^e province et y massacrant, au cours de la décennie qui suivit, près du quart de la population de quelque 600 000 habitants.

La suite de l'histoire – ou du moins son épilogue – est mieux connue. Fin août 1999, malgré une nouvelle et toujours féroce répression menée par les

TNI et les milices à leur solde, la population du Timor oriental vota courageusement en faveur de son indépendance, finalement concrétisée en mai 2002. Entre-temps, après l'intervention des forces onusiennes venues à la rescousse des Timorais en septembre 1999, les Américains interrompirent brièvement leur programme de soutien aux TNI. Ils l'ont repris depuis, d'autant plus qu'il y a eu l'attentat de Bali en octobre 2002, attribué à des terroristes islamistes.

Sous la chape militaire

Les quelque 30 années du régime de l'Ordre Nouveau (1967-1998) ont tout de même donné lieu à un ensemble de réalisations non négligeables. Cela comprend une révolution verte réussie, en particulier dans la riziculture, alors

un contexte où l'économie nationale s'arrimait encore plus solidement au marché mondial, d'abord à titre de fournisseur de matières premières abondantes mais aussi, de plus en plus, de main-d'œuvre bon marché dans le domaine industriel.

Mais les coûts réels de ces transformations ont été considérables, voire compromettants pour l'avenir du pays. Premièrement, l'armée imposa un système dit de double fonction, selon lequel sa présence était nécessaire partout, à tous les niveaux, tant de l'administration civile que de la gestion des grands appareils de production. Deuxièmement, cette présence envahissante et intimidante s'est avérée d'autant plus pesante sur l'économie qu'elle était fondée dans la corruption et l'alimentait tout à la fois. Cette corruption concernait les grands prédateurs qui gravitaient autour des généraux, y compris et d'abord le président Suharto et les membres de sa famille, tout comme le petit peuple militaire qui exigeait sa part du gâteau. Troisièmement, parmi les multiples gâchis attribuables au moins partiellement à la corruption, il y a eu et il y a toujours une phénoménale détérioration des écosystèmes, le domaine forestier subissant un recul plus rapide que partout ailleurs dans la région. Ce recul est en large partie attribuable à des entreprises ayant monnayé leur accès au domaine

forestier, soit pour y prélever les ressources en bois, soit pour investir dans l'expansion de la culture de palmiers à huile, souvent à l'aide de prêts avantageux fournis par l'*International Finance Company*, le bras financier de la Banque mondiale. Enfin, et peut-être surtout, sous la chape militaire, le fondamentalisme musulman a couvé. Pendant le règne de Suharto, la seule véritable résistance organisée à l'arbitraire militaire, à la corruption et à la centralisation excessive des pouvoirs à Jakarta et à Java, est venue de l'islam, d'un islam d'abord fort modéré. Largement pré-

sent dans le monde de l'enseignement, dans un pays dont la population est musulmane à 87%, cet islam s'est consolidé comme force politique, avant de devenir militant et contestataire. Cette évolution est à mettre au « crédit » du régime de l'Ordre Nouveau. Depuis la chute de Suharto, en 1998, la mouvance musulmane a été encore plus infiltrée par les intégristes locaux, eux-mêmes en cheville avec les réseaux internationaux. La répression violente de cette mouvance, en particulier dans la province d'Aceh, par une armée encore largement présente mais plus habile, ne fait que rendre la situation plus explosive.

Le déplacement de la corruption

Les trois présidents qui se sont succédés depuis 1998, en particulier l'actuelle présidente Megawati Sukarnoputri, ont eu fort à faire pour calmer l'escalade. La tâche du pouvoir central apparaît d'autant plus grande que sa marge de manœuvre est mince. Il doit répondre aux demandes de décentralisation administrative, et notamment fiscale, provenant de tous les paliers intermédiaires, provinces, districts et « communes ». La décentralisation est aussi requise par les bailleurs de fonds et les investisseurs internationaux qui en ont assez de verser des prébendes aux militaires et aux fonctionnaires du pouvoir central.

Même si cette décentralisation va déjà bon train, il semble que le problème de la corruption n'ait été que déplacé : tout le monde veut maintenant faire ce qui n'était autrefois autorisé qu'aux seuls militaires et à leurs complices.

Enfin, et c'est là sans doute l'ultime paradoxe, la relance économique semble conditionnée par une relance même des exportations, et donc par une dépendance nouvelle à l'endroit du marché mondial. Le FMI et la Banque mondiale, principaux conseillers en cette affaire et jadis si proches du régime militaire, y trouvent leur compte, bien que les pressions ainsi exercées sur les populations ne rendent plus fragile encore l'Indonésie, cet archipel ultime. ●

DANS UN BIDONVILLE DE JAKARTA, AOÛT 2000, CANAPRESS/DAVID LONGSTREATH



Le dialogue interreligieux a-t-il un avenir?

S'il veut être authentique, le dialogue interreligieux ne doit pas servir de paravent facile, camouflant des pratiques contraires à son idéal

AMIR M. MAASOUMI

On constate actuellement un engouement pour le dialogue, et surtout le dialogue avec l'islam. Comme si on venait de découvrir les autres, particulièrement les musulmans; comme si on avait eu besoin de la grande tragédie du 11 septembre pour se rappeler que d'autres communautés vivent près de nous et avec nous.

Une situation paradoxale

En soi, ce phénomène est sain. Mais il pose aussi question car, depuis quelque temps, nous sommes confrontés à deux mouvements contradictoires. D'une part, nous assistons à une prise de conscience et à une volonté importante de rapprochement et de compréhension mutuelle. D'où le fait que de plus en plus d'individus, de groupes, d'organismes et d'institutions prônent le dialogue. D'autre part, nous assistons à la mise en œuvre de politiques basées sur le non-respect des droits fondamentaux et sur l'utilisation de la force brute refusant toute espèce de dialogue en voulant imposer à l'ensemble de l'humanité une volonté hégémonique et répressive. Cette double dynamique, simultanée et antithétique, est préoccupante.

En effet, certains défenseurs et promoteurs du dialogue sont précisément ceux qui, en pratique, sont les acteurs de la mise en place d'une politique répressive et violente. À titre d'exemple, l'ONU a déclaré l'année 2001 « Année du dialogue entre les civilisations ». Or, cette proposition a été faite par le chef de la diplomatie iranienne, représen-

tant officiel d'un régime qui, depuis près d'un quart de siècle, a un bilan pour le moins négatif en matière de tolérance et du respect des différences. De même, on voit George W. Bush manier la rhétorique du dialogue sur le même ton que les organisations politico-religieuses de droite, alliées et partenaires des multinationales militaro-médiatiques devenues soudainement, elles aussi, de ferventes partisans du rapprochement entre les cultures et les religions.

Dans cette perspective, je crains que le discours sur le dialogue ne soit insidieusement en train de devenir un instrument au service d'objectifs tels que la mobilisation idéologique et politique qui ne visent que le pouvoir. D'où la promotion d'une « fraternité neutralisante » entre des partenaires inégaux invités à s'asseoir gentiment autour de la table de bavardage « sur le dialogue », tandis qu'au même moment des entreprises de guerre, de domination, de discrimination et de répression battent leur plein. Quand les foyers d'incendie se multiplient en faisant partout des ravages et en mettant en danger la « maison commune », même en prétextant les plus nobles justifications, s'occuper à autre chose qu'à éteindre l'incendie n'est pas un geste d'insouciance et de naïveté?

Je suis critique envers cet engouement bien intentionné qui reste souvent silencieux sur le contenu et les obstacles d'un véritable dialogue, mais en aucun cas je n'ai l'intention de discréditer le dialogue lui-même, ni la volonté sincère de ceux et celles qui en font la promotion à la base. Je m'interroge

seulement sur le danger d'en faire une coquille vide ou de l'instrumentaliser pour jeter de la poudre aux yeux.

Deux conditions

Dans le contexte actuel, un véritable dialogue nécessite d'abord l'abandon de la logique de violence et de l'utilisation de la force comme mode de résolution des conflits. Il nécessite aussi l'engagement sincère sur la voie de la valorisation du respect de l'autre dans sa différence, comme condition essentielle pour la découverte de soi et la compréhension des multiples dimensions de la réalité. Pour cela, il faut cesser de craindre d'exprimer ses différences en les dissolvant dans la *political correctness* afin de plaire aux autres. À ce sujet, on entend trop souvent les intervenants des rencontres interreligieuses dire à peu près les mêmes choses sur des problématiques fondamentales, passant sous silence les points de divergence entre leurs traditions respectives. Si ces représentants pensent la même chose, pourquoi donc représentent-ils des religions différentes?

Les nombreuses rencontres, alimentées par des mouvements de base de plus en plus dynamiques, démontrent une réelle volonté de dialogue interreligieux. Malgré des réticences et des obstacles, les institutions religieuses elles-mêmes s'engagent dans cette voie. Cependant, on ne doit jamais oublier qu'un dialogue authentique est radicalement impossible dans un contexte d'inégalité, d'injustice ou de *political correctness*, même avec les meilleures intentions du monde. Un tel contexte trahirait d'ailleurs autant les principes spirituels et moraux des religions que les préoccupations profondes des croyants engagés dans le dialogue. ●



L'AUTEUR EST SOCIOLOGUE, SPÉCIALISTE DU MONDE MUSULMAN, CHERCHEUR ET CONSULTANT EN RELATIONS INTERCULTURELLES

Dans le contexte actuel de mondialisation qui favorise les flux migratoires, le Québec accueille de plus en plus de personnes porteuses d'autres cultures et d'autres religions. Certains événements, tel le 11 septembre, conduisent parfois à une prise de conscience plus vive de cette diversité. À quelles conditions un dialogue interreligieux peut-il conduire à une véritable rencontre des peuples? Ne risque-t-il pas de s'enfermer dans une rhétorique et de masquer ainsi des motifs moins louables?

Le dialogue interreligieux s'enracine dans des relations informelles et dans l'action de citoyens engagés en faveur de la paix, de la démocratie et des droits humains

TOUHAMI RACHID RAFFA

Le dialogue interreligieux peut se résumer à la rencontre de l'autre. Une rencontre non furtive, une rencontre que nous prenons plaisir à féconder avec un autre qui, au bout d'un certain chemin, ne l'est plus tout à fait. Paradoxalement, plus nous allons profondément dans la rencontre de l'autre, plus notre foi s'affirme avec conviction, et plus nous nous ouvrons à l'humain et, par-delà, au divin. Nous sommes là aux antipodes du syncrétisme.

Au-delà du formel

Un tel dialogue ne saurait être confiné à un cadre formel, celui d'un groupe organisé d'experts ou de représentants d'institutions religieuses. Bien sûr, de tels groupes sont nécessaires; ils peuvent, entre autres, donner une base pour intervenir dans la société et prendre publiquement position, en tant que personnes croyantes, dans le respect des différences doctrinales qui demeurent irréductibles. Mais le dialogue ne peut aller bien loin entre institutions, d'autant plus que cela pose la question de la «représentativité officielle» de l'islam, dépourvu de clergé. Le dialogue passe donc davantage par des personnes et des communautés sincères.

C'est pourquoi un cadre plus informel présente des avantages certains. Il nécessite cependant une grande capacité de tolérance permettant d'admettre – sans y adhérer – ce qui est sacré et non négociable chez l'un et chez l'autre. En d'autres termes,

le groupe de dialogue n'est pas destiné au musulman incapable d'accepter chez les chrétiens des dogmes aussi fondamentaux que la Trinité, l'Incarnation et le salut par le Christ. De même, le chrétien non disposé à reconnaître chez les musulmans la conviction inébranlable que le Coran est parole de Dieu et que Mohamed est Son prophète, n'a pas sa place dans un groupe de dialogue.

Jeter des ponts

Le travail des groupes de dialogue est souvent à remettre sur le métier. Il peut parfois donner à ses membres l'impression de prêcher dans le désert. En vérité, on sème sans s'en rendre compte, en vue d'une «récolte» qui peut venir, contre toute attente et parfois même tragiquement. Ce fut le cas le 11 septembre 2001. Dès le lendemain, de nombreuses personnes et plusieurs organismes se sont souvenus de l'existence du Comité islamo-chrétien, et ses membres n'ont pas cessé, depuis, d'être sollicités pour parler des relations entre l'islam et l'Occident. La «récolte» s'est donc traduite en d'innombrables ponts jetés entre individus et entre communautés pour dépasser l'ignorance mutuelle et transcender la méfiance et les préjugés.

Les groupes de dialogue doivent aussi apprendre à gérer ce qui peut s'avérer dévastateur, à savoir la conversion de l'un ou l'autre des membres. Même s'il est très rare que des conversions surviennent, dans le cadre de groupes de dialogue ne pouvant être suspectés du moindre prosélytisme, il faut reconnaître le profond malaise

créé lorsque cela arrive. C'est là qu'intervient la dynamique du groupe pour dépasser une crise qui, autrement, pourrait laisser un goût amer et aboutir à des résultats contraires à ceux poursuivis.

Au quotidien

Cela dit, il faut rappeler que le dialogue se prépare et se vit d'abord et avant tout au quotidien, dans la convivialité du voisinage et des rapports sociaux, par des citoyens porteurs d'une foi ouverte à l'autre et engagée en faveur de la paix, de la démocratie et des droits humains. Un tel engagement citoyen donne des occasions privilégiées de rencontre de l'autre, qu'il soit croyant, agnostique ou athée. Rencontres qui ouvrent des horizons, jettent des ponts tout à fait informels mais souvent solides, élargissent les cercles d'amis et font reculer tous les jours les barrières de l'ignorance et de l'intolérance. Le défi est de se rappeler constamment que l'autre est un *alter ego*, un être digne du fait qu'il porte en lui le souffle divin.

En définitive, ne suis-je pas les liens que je tisse, comme l'affirme si bien le philosophe et généticien Albert Jacquard? Ce qui rapproche les humains de ce début de siècle, en dépit de leur héritage biologique, culturel, historique et spirituel, est infiniment plus important que ce qui nous rattache à nos ancêtres respectifs. N'est-ce pas cette évidence qui nous aide à repousser les tentations des «identités meurtrières» qu'Amin Maalouf a si admirablement illustrer? Dans cette perspective, le dialogue interreligieux est une œuvre de paix et de solidarité humaine éclairée par le divin. ●



L'AUTEUR, MILITANT DE L'INTÉGRATION ET DE LA DÉFENSE DES DROITS DES CITOYENS DE RELIGION MUSULMANE, EST PORTE-PAROLE DU CENTRE CULTUREL ISLAMIQUE DE QUÉBEC ET MEMBRE DU COMITÉ ISLAMO-CHRÉTIEN DE L'UNIVERSITÉ LAVAL.

Deux nouvelles sur fond de guerre

Même si la guerre en Irak a pris fin, sentiment d'impuissance et colère, stupeur et inquiétude, douleur baignée d'espoir en la paix ont creusé durablement leur niche dans bien des cœurs. Les écrivains Hélène Monette et Naïm Kattan nous offrent leur regard sur cette sombre réalité, à travers la fiction : deux courtes nouvelles sur la vie en temps de guerre. Vie charriant avec elle son lot de mémoire et de rêve, de quête d'identité et de reconnaissance, comme dans la nouvelle de Kattan – faut-il rappeler que l'Irak est sa terre natale qu'il a quittée il y a déjà une cinquantaine d'années – ou charriant, comme dans la nouvelle de Monette, fête et engagement, solidarité et prise de conscience, autant de matières essentielles pour une paix plus que jamais désirable.

En marche & pas en paix avec l'avenir

HÉLÈNE MONETTE

Ma première manif, c'était obligé, obligatoire, pas de discussion, viens mon bébé. Ma mère m'avait trimballée en poussette. C'était pour que les travailleurs de garderie ne soient plus des crève-la-faim au bord du burn-out et, en même temps, pour qu'il y ait plus de garderies abordables pour les gagne-petit. Je n'y étais pour rien, enfin si, j'étais un bébé avec des besoins de bébé; de justes et bons services de garde, O.K. pas de problème. Mais ce n'était qu'une apparition, de la figuration, un petit rôle. Est-ce que j'étais vraiment touchée par ce qui se passait, sinon surtout par la collation dans un café, après, pour nous réchauffer?

De manière plus volontaire, quelques années plus tard, j'ai marché dans ce qui semblait être une parade, une fête colorée du point A au point B, du parc Lafontaine à la station de métro Mont-Royal. Il y avait la fanfare, des visages connus, quelques amis. Là, la raison m'échappe. Il paraît que tout ça, c'était un éloge à la folie. Je ne comprends pas vraiment, même si c'était vraiment spécial, assez amusant.

Ensuite, ma mère m'a traînée dans une manif contre la guerre en Afghanistan. Je ne voulais pas y aller. On aurait dit que plein de gens avaient le même sentiment, car on était même pas cent, pas soixante en fait. Il faisait froid et gris. C'était suite au devinez-combien septembre, de ce côté-ci du millénaire. Ce qui est cool, c'est que j'ai rencontré Aimée, la souriante photographe qui voyage vraiment, et qu'après maman et moi, on est allées m'acheter des bottes qui ont de l'allure.

Avant que la cinquantième guerre mondiale n'ait éclaté, on a encore marché. J'y suis presque allée à reculons. Presque, parce que ça ne me tentait pas plus que ça, mais en discutant,

j'ai trouvé quelque chose et ma mère a inscrit mon slogan sur un grand carton blanc :

PAS LA PEINE DE TUER DES INNOCENTS
POUR L'ARGENT

Ma mère fait des tas de pancartes déphasées, qu'elle n'apporte même pas aux manifs. Mais il y en a qui sont assez chouettes. ALERTE VERTE, avec des feuilles qui poussent sur les T. DE TOUT CŒUR CONTRE LA GUERRE, avec des lettres décalées, au plomb, qui tremblent comme un muscle énérvé, une fois rendues au mot GUERRE.

Dans la rue, c'était full plein de monde. On a rencontré Béatrice qui a déjà travaillé avec mon père et que maman connaît depuis toujours, et à un moment donné, j'ai pris la pancarte dans les mains de ma mère et la foule nous a emportées, Béatrice et moi. J'ai gueulé comme une malade. Cool. C'était genre... super! « ENSEMBLE, TOUS » comme maman le répète à propos de tout et de rien. Ils nous ont dit qu'on était cinquante mille cette fois-là. Après, j'ai mangé un sandwich roulé au poulet et un muffin double-chocolat avec maman et son petit ami. Son petit tamis, qu'elle dit.

On faisait, on FAIT partie du monde. Ça s'est parlé à l'école. On s'est organisés.

Ma troisième manif pour la paix, c'est seule avec mes amis de deux écoles que je l'ai faite. Désolée, maman, mais on m'attend. Loulou, qui est dans mon cours de danse, elle va à la même école que Francis, un de mes copains de la garderie!

Et après les peurs et une sorte de colère que je ne connaissais pas – « pourquoi? pourquoi? » –, j'ai le goût de hurler, comme si je n'étais justement pas sourde : « Comment? »

Moi et mes amies, on a attendu tout ce groupe-là à l'entrée du métro et on était une douzaine, finalement. On a crié « Oui à la paix! Non à la guerre! » des tonnes de fois, on a chanté avec John Lennon, on a vu des joueurs de tam-tam, les « grands-mères enragées » toutes souriantes et fleuries, on a écouté les discours, tenu une belle minute de silence avec Ti-Luc, une

L'AUTEURE EST
ÉCRIVAINNE

Trois farines pour un pain de Noël en fait!

Entrevue Avec Gabriel King

minute de larmes aux yeux pour les enfants d'Irak.

Lolo, Mimi et moi, on est ensuite venues à la maison. On avait un travail de groupe à faire, une recherche sur le théâtre au Moyen Âge. Mais on a pris le temps de regarder les actualités. Eh misère! Ils ont dit, du bout des lèvres, qu'à Montréal, on était « quelques milliers »! Bon sang! On était au moins vingt mille! Après, on a vu des images de Rome, de Londres et d'autres grandes villes du monde. C'était gigantesque, rocambolesque, vraiment géant, tout ce monde vivant, tout ce monde qui voulait vivre en paix.

Seulement, avec tout ça, allez comprendre quelque chose, la guerre a commencé. Avant-hier, c'était mon anniversaire, il pleuvait et c'était la guerre.

Pourquoi? Qu'est-ce qu'on fait sur terre? Est-ce qu'il y a quelqu'un qui serait au courant?

Maman est au salon. Elle écoute une espèce de documentaire sur l'anxiété. Les gens sont responsables de ça, pour toute leur vie, leur anxiété. Je fais mes devoirs dans ma chambre, je termine la préparation de mon exposé sur Martin Luther King, mais j'entends qu'on présente le prochain sujet de l'émission à coups de mots stressés et effrayants, genre « la-menace-terrifiante-que-représente-pour-le-monde-entier-le-bio-terrorisme ». C'est ça, rameutez les anxieux et à la semaine prochaine! C'est pas un peu débile, non? Maman est affalée dans le futon-divan, la mine sombre, gueulant encore une fois contre les pubs de voitures, 4 X 4, fourgonnettes familiales s'envolant dans des forêts colorées, sous des ciels de luxe.

Avant-hier, on est allés au restaurant pour ma fête. J'ai eu quatorze ans. C'est à feu et à sang, là-bas. J'ai tout vu dans le journal du métro. On annonce quand même une autre manif, samedi. Je veux bien, mais pourquoi? En me rendant à l'école ce matin, j'ai vu les panneaux d'une nouvelle campagne publicitaire pour une grosse institution d'enseignement : « L'avenir est à toi. »



Et après les peurs et une sorte de colère que je ne connaissais pas – « pourquoi? pourquoi? » –, j'ai le goût de hurler, comme si je n'étais justement pas sourde : « Comment? »

On a marché sur la lune et j'ai marché pour la paix – c'est pas le même drapeau! On tue beaucoup de gens. L'air en tue autant. C'est à nous le déluge. On avance des chiffres lancés en l'air alors qu'il fait moins un aux aurores quand l'après-midi même, il peut faire vingt-six, c'est pas un peu atypique comme le reste, clones, OGM, virus du Nil et réchauffement pathétique? Je vous en prie, après vous... mais je prie qui pour après?

J'espère juste ne pas vieillir comme maman, la tête coincée dans le désastre. ●

LINO, AUTO DESTRUCTION,
2003

Cuisine kurde

NAÏM KATTAN

L'AUTEUR EST ÉCRIVAIN

— **V**iens dîner à la maison, samedi soir, me suggère Roland quand je lui annonçai au téléphone mon arrivée à Paris. Je te réserve une surprise. Il refusa de m'en préciser la nature, se contentant de conclure : Tu verras.

À mon arrivée, Lise, sa nouvelle compagne, me conduisit à la cuisine.

— Je te présente une amie, Fahima. Elle nous prépare un dîner kurde.

Brune, les yeux clairs, dans la trentaine, la jeune femme découpait des aubergines en tranches. Elle leva la tête vers moi, d'un sourire incertain. Je lui demandai si elle parlait l'arabe. Quasi choquée, elle me répondit qu'elle pouvait même s'exprimer en français. Je la prenais pour qui? Une montagnarde kurde illettrée?

Originnaire d'Arbil, elle avait fait des études à l'Institut des Beaux-Arts de Bagdad avant de préparer sa thèse de doctorat à Paris.

— Quel en est le sujet? demandai-je.

— Les églises chrétiennes du nord de l'Irak. Je suis archéologue.

Tout en s'affairant dans les casseroles avec maîtrise et aisance, elle me faisait état de ses recherches.

— Vous êtes peut-être surpris de me voir ici.

— C'est que je ne vois pas bien le lien entre l'archéologie et la cuisine.

— Moi non plus, fit-elle en riant. J'ai soutenu ma thèse avec succès et devrais, par conséquent, rentrer chez moi, au Kurdistan. Sauf que le Kurdistan n'existe plus, s'il a jamais existé.

— Et, entre temps, dis-je, vous avez découvert la cuisine kurde.

— C'est un mythe. Je n'ai jamais fait de cuisine avant de me trouver démunie à Paris. Ma cuisine kurde est une invention. Comme toute vérification est impossible, ma liberté est totale.

Elle riait joyeusement puis, subitement, son visage s'assombrit.

— Cette liberté n'est qu'une illusion. Une autre. Pour survivre, j'en suis réduite au mensonge.

— Et vous allez rester à Paris, avançai-je d'un ton affirmatif.

— Oui, avant qu'on ne me montre la porte.

— Vous n'avez pas l'intention de retourner?

— Où? L'Irak n'existe plus. Et vous? Pourquoi vous ne vous précipitez pas pour regagner Bagdad?

— Cela fait cinquante ans qu'on en a chassé tous les Juifs.

— Cela fait plus de cinquante ans qu'on empêche les Kurdes de vivre. Comme ils s'entêtent de rester, on les massacre.

Nous sommes passés à table. Les aubergines en lamelles me rappelèrent celles de ma mère.

— Excellente cuisine kurde, m'exclamai-je. Comme les autres convives restaient silencieux, j'ajoutai : À Arbil, les Kurdes sont désormais les maîtres.

Indifférente à la présence des autres, elle me répondit en arabe :

— Nous avons néanmoins réussi à nous entr'égorgier. Heureusement, il y a maintenant une trêve entre les Barzani et les Talabani. Cependant aucun pays n'accepte notre existence, la Turquie a peur de nous et l'Iran nous manipule. Ici, au moins, on ne se préoccupe ni de mon passé ni de mon avenir. Du moment que je paie mon loyer.

— La paix finira par revenir, fis-je, cherchant à la consoler.

— Je ne serai plus de ce monde. Adieu archéologie, adieu églises chaldéennes. Je ne sais pas si elles ne seront pas détruites sans que personne au monde ne lève le petit doigt. Il existe d'autres sites fabuleux. Qui connaît aujourd'hui Ninive? Les Kurdes et les Arabes se battront jusqu'à leur extinction, ne laissant que des ruines.

Le dîner terminé, Fahima était sur le point de partir. Elle se retira quelques instants dans la cuisine et vint nous saluer.

Cela fait des siècles que les Kurdes ne vivent que de brèves périodes de liberté. Quand on les oublie.

C'est alors que Lise lui remit, un peu trop ostensiblement, me sembla-t-il, une enveloppe qu'elle enfouit hâtivement dans son sac. Elle se tourna vers moi et, comme si elle me lançait un appel, me dit en arabe :

— Tu sais, j'ai beaucoup d'autres talents, de véritables atouts : femme de ménage, gardienne d'enfants, aide pour handicapés. Je ne refuse rien. Comme je travaille au noir, je coûte moins cher. Je te remercie de n'avoir pas fait trop de cas de mon origine. C'est cela qui me donne le sentiment d'exister. Je suis Kurde. Je ne le sais que trop. Je rêve du jour où on le reconnaisse sans qu'on ait besoin de me le dire. Cela fait des siècles que les Kurdes ne vivent que de brèves périodes de liberté. Quand on les oublie. Il faut commencer par m'oublier pour qu'enfin on me regarde. ●

Trois farines pour un pain

Entrevue avec Gabriel Ringlet

On a longtemps opposé Église et laïcité, comme si l'une était exclusive de l'autre. Prêtre, journaliste et poète, auteur de *L'évangile d'un libre penseur* (Albin Michel, 1998) et de *Ma part de gravité* (Albin Michel, 2002), Gabriel Ringlet se plaît à les réconcilier en montrant comment la Bible, l'actualité et la littérature peuvent se conjuguer pour ouvrir des horizons de pensée et sortir des impasses.

Relations : Vous qui êtes prêtre, journaliste et poète, quel regard portez-vous sur l'Église, 40 ans après Vatican II?

Gabriel Ringlet : Un regard très contrasté. Tout dépend de l'endroit où je me place pour regarder cette Église aux multiples facettes. Si je regarde les choses à la base, je trouve que de très grands progrès ont été faits et que certaines des intuitions fondamentales de Vatican II sont passées dans les mœurs. Je suis frappé de la qualité de la formation d'un certain nombre de chrétiens aujourd'hui. On se trouve devant des paradoxes. D'une part, des notions élémentaires de la foi chrétienne, des traditions religieuses ne semblent plus être présentes et, en même temps, même s'il s'agit d'une minorité, le nombre de laïcs chrétiens qui ont une culture biblique, un intérêt pour les questions spirituelles et l'engagement n'a jamais été aussi remarquable qu'aujourd'hui.

Pendant dix ans, j'ai été curé d'une paroisse tout à fait ordinaire. J'admirais la qualité de la formation et de la réflexion des catéchètes. J'anime aujourd'hui un lieu d'accueil où nous recevons des groupes pour tenter de jeter des ponts entre l'Évangile et l'actualité. Je suis le seul prêtre, l'équipe d'animation est constituée de douze personnes : des jeunes

L'Église officielle n'a pas encore compris que son avenir était d'oser s'inscrire dans l'espace public en proposant modestement sa parole, à côté d'autres paroles.

couples diplômés, maîtres en sciences religieuses, capables de prendre d'importantes responsabilités dans l'Église et sur le plan spirituel.

Mais l'Église, dans son organisation officielle, me semble avoir régressé depuis Vatican II. Nous sommes en pleine restauration. L'Église s'est repliée, aux prises avec une forme de peur ou de manque de confiance. Des gens sont prêts à prendre les responsabilités et sont formés pour les prendre, mais on ne les leur confie pas. On en revient à des références tout à fait classiques et à une rupture par rapport au monde



PIERRE TREMBLAY,
SANS TITRE N° 9,
TIRÉE DE LA SÉRIE
« L'ÂME DES
IMAGES », 1991

contemporain qui me paraît vraiment très dangereuse. L'organisation même de l'institution pose problème. Il est urgent que l'Église se décentralise, que l'on donne beaucoup plus de responsabilités aux communautés locales et aux conférences épiscopales.

Nous vivons en ce moment une importante crise d'autorité. L'Église officielle n'a pas encore compris que son avenir était d'oser s'inscrire dans l'espace public en proposant modestement sa parole, à côté d'autres paroles. Il m'apparaît tout à fait fondamental que les Églises repensent leur relation à l'espace public laïque. Il y a encore énormément de chemin à faire sur ce terrain.

Rel. : Vous insistez beaucoup sur la rencontre de l'Église et des chrétiens avec la laïcité. Comment concevez-vous cette laïcité? À quelles conditions peut-elle fonder une identité commune et accueillir les particularités?

G. R. : Au sens politique, l'État est celui de tous et sa responsabilité est d'organiser le débat public entre chacune des convictions dans le respect des unes et des autres. Le temps où la religion régentait la vie publique est tout à fait terminé. Cela ne veut pas du tout dire que la religion doit être une affaire privée. Sur le plan politique, la laïcité doit être de confrontation. L'État n'est pas simplement au balcon pour assurer l'ordre public; il a la responsabilité d'appeler les convictions à s'exprimer. Ce que les « laïques » (j'entends les partisans de la laïcité) ne comprennent pas toujours.

La laïcité a aussi un sens plus philosophique : celui de la libre pensée, du libre examen; de l'autonomie personnelle, du respect de la liberté de conscience, etc. À ce sujet, on se trouve devant un débat difficile, car un certain nombre de chré-

tiens n'acceptent pas d'aller jusque là et un certain nombre de « laïques » prétendent qu'il est impossible pour un chrétien d'aller jusque là. Pour eux, un chrétien dépend d'une hiérarchie ecclésiale, est lié à un système dogmatique, fait référence à une révélation et, à ce titre, ne pourra jamais être un véritable libre penseur.

Personnellement, je suis très sévère à l'égard de l'étroitesse de cette conception laïque de la laïcité philosophique. Je prétends qu'un croyant, fut-il chrétien, peut être parfaitement libre penseur au sens philosophique du terme et jusqu'au bout. La liberté de conscience est inscrite au cœur même de la démarche de foi. Le dogme doit être vivant. Il apporte sur une question, à une époque, dans une culture, un éclairage considéré comme particulièrement important. Mais la question sera peut-être relativisée 30 ans après, appellera parfois une autre réflexion. À partir du moment où on a cette vision tout à fait dynamique de la révélation et du dogme, je ne vois absolument pas pourquoi un chrétien ou un croyant ne pourrait pas être libre penseur. Comme les penseurs laïques, j'accepte d'agir dans l'incertitude et de dire qu'en dernière instance, ma conscience est le principal juge de la décision à prendre.

Rel. : La laïcité risque de renvoyer la foi chrétienne dans la seule sphère du privé. Comment être présent dans cette sphère du public sans prendre toute la place, sans imposer sa vérité?

G. R. : C'est très difficile d'être minoritaire sans devenir une secte et d'être minoritaire dans l'espace public en étant serein. Pour être entendu, il faut dire une parole personnelle, en son nom propre. Lors d'un débat médiatique sur une question éthique difficile telle que les cellules souches ou l'euthanasie, par exemple, si un responsable d'Église dit ce qu'il pense pouvoir apporter au débat en toute simplicité et en référence à l'Évangile, il sera probablement admirablement reçu. Je ne crois pas que l'opinion publique, fut-elle laïque, puisse refuser une parole qui accepte, avec modestie mais en même temps avec fermeté, de s'inscrire dans un débat public, confrontée à d'autres paroles.

En Belgique, les gens savent que j'ai une amitié très profonde pour un sénateur socialiste qui est rapporteur des lois sur l'avortement et sur l'euthanasie. Nous n'avons pas la même position sur ces grandes questions éthiques, mais j'ai toujours déclaré publiquement que je n'ai jamais arrêté ma position de chrétien face à ces questions sans m'en référer profondément à la position du sénateur Lallemand, sans la lire, sans l'examiner pour voir ce qu'il tentait de dire à travers ses propositions de lois. Et réciproquement. Je constate que quand des gens de convictions différentes réussissent, dans l'espace public, à se respecter et en disant : « Votre point de vue nourrit ma propre réflexion », ils sont bien reçus. Que signifie le dialogue et une rencontre de l'autre qui ne m'altèrent pas, qui ne me transforment pas?

Nous sommes à l'aube de questions éthiques immenses. Et le temps de croire qu'une philosophie seule, qu'une religion seule sera assez solide pour faire face à des questions aussi immenses est terminé.

Rel. : Or, les grandes questions d'aujourd'hui sont rarement débattues. Il n'y a pas tellement de lieux où cela peut se vivre... Cela supposerait aussi un certain débat dans les communautés chrétiennes.

G. R. : C'est une question clé. Le grand public doit s'emparer du débat sur tous les grands enjeux d'avenir de l'humanité. Nous devons faire sortir les débats des lieux spécialisés et des mains des experts, parce que c'est de la vie de chacun de nous et de la vie de nos voisins qu'il s'agit. Il est fondamental pour l'avenir de la démocratie que ces grands enjeux deviennent des enjeux publics. Il faut absolument que ce débat quitte un monde privilégié, cultivé, intellectuel. Mais il faut faire la démarche d'aller débattre.

Rel. : Cela suppose aussi l'art du dialogue...

G. R. : Le dialogue est une chose extraordinaire, mais difficile. En plein XXI^e siècle, on préfère parfois se parler par forteresses interposées, parce qu'il n'y a pas de dialogue possible sans traverser la parole de l'autre.

La situation de non-dialogue par excellence, c'est la guerre. La coexistence pacifique, quant à elle, a comme seul avantage l'absence de guerre, mais elle correspond à une conception tout à fait minimaliste de l'espace public laïque : chacun côte à côte. Une troisième étape nous rapproche

Le grand public doit s'emparer du débat sur tous les grands enjeux d'avenir de l'humanité. Nous devons faire sortir les débats des lieux spécialisés et des mains des experts.

davantage du dialogue : c'est celle de la proexistence. Essayer de traverser la parole de l'autre en nous laissant altérer les uns les autres de manière à ce que nous ne soyons plus tout à fait les mêmes au terme du dialogue. Le problème n'est pas de convertir l'autre; le problème est fondamentalement d'être chacun plus proche de sa propre parole grâce à ce dialogue. L'étape ultime est le métissage : porter en soi les différentes facettes du dialogue. Amin Maalouf, merveilleux romancier, explique dans *Les identités meurtrières* (Livre de poche, 2001) ce que signifie porter plusieurs chemins à l'intérieur de soi-même. C'est une forme d'exil intérieur.

Rel. : À la lecture de vos ouvrages, il est frappant de voir que vous ne portez pas de jugement négatif sur l'Église. Vous cultivez plutôt une résistance faite d'intériorité, de solidarité et de liberté. Vous ouvrez de nouveaux chemins de créativité en vous tenant à l'écart, mais enraciné cependant dans une tradition. Pouvez-vous parler de ce lieu?

G. R. : Je ne veux jamais séparer l'écart de l'alliance. L'écart n'a de sens que pour se rapprocher. Et dès qu'on se rapproche, il convient à nouveau de s'écarter. Une parabole



du philosophe Schopenhauer illustre mon propos. Une histoire de hérissons qui se rapprochent et se piquent, s'éloignent mais ont froid. Ils ne sont à l'aise que quand ils ont trouvé le bon écart, la bonne distance. C'est une magnifique image du dialogue, ce va-et-vient entre l'écart et l'alliance et ce moment où l'on trouve la bonne distance.

Dans l'Évangile, ce qui caractérise le plus l'attitude de Jésus est un va-et-vient constant entre l'écart et l'alliance. Pour que la fraternité soit possible, nous devons prendre nos distances, nous retirer dans la montagne, dans la barque, dans une crique, peu importe. La notion d'écart est une notion spirituelle forte. Ce n'est pas seulement une image. On ne peut pas être solidaire sans solitude. Je ne crois absolument pas en la solidarité qui ne se nourrit pas de temps de recul. Le Dieu qui nous est révélé par Jésus de Nazareth est un Dieu qui sort, qui se rapproche de manière inouïe, mais sans se confondre et qui laisse toujours cet espace permettant à l'être humain de profondément respirer. Dieu n'a jamais une présence englobante, il laisse entre lui et nous ce juste écart qui permet à l'être humain d'être autonome, de grandir et d'oser à la limite lui dire non. Un Dieu trop distant est écrasant et un Dieu trop englobant est étouffant.

Rel. : Dans vos livres vous témoignez de trois passions : le journalisme, la littérature et la Bible. En quoi la rencontre des trois est-elle féconde ?

G. R. : Ce carrefour est fondamental. C'est le journalisme qui a précédé, un virus qui remonte à la plus petite enfance. À l'âge de 12 ans, j'envoyais déjà mes articles dans les journaux. Mes parents voulaient me mettre à l'école de journalisme, mais j'ai choisi le séminaire. La Bible, l'exégèse, l'hébreu, toutes ces choses m'ont tellement passionné que jeter des ponts entre l'actualité et l'Évangile est devenu un élément très fondateur. Enfin, même si aujourd'hui c'est complètement concomitant, je suis vraiment convaincu que le monde de l'imaginaire – les grands créateurs de récits au

cinéma, au théâtre ou dans la littérature romanesque ou la poésie – vient renouveler ou donne la possibilité de renouveler la parole biblique et la parole journalistique. Je vais jusqu'à penser que l'imaginaire peut sauver ou renouveler complètement l'approche des Écritures et l'approche journalistique.

Dans ma petite communauté, il ne nous est plus possible de célébrer notre foi les dimanches ordinaires – et *a fortiori* les grands rendez-vous liturgiques – sans faire appel à tout ce monde artistique ou littéraire. Les grandes questions existentielles que pose la littérature, pour ne parler que d'elle, viennent dialoguer de plein fouet avec le texte biblique. La Bible, et l'Évangile en particulier, est un très grand poème, pas seulement au sens esthétique du terme, mais au sens où la poésie fait bouger le monde. Et le journalisme aujourd'hui – c'est en tout cas ce que j'explique à mes étudiants – ne sera capable de s'en sortir qu'en faisant appel à la littérature. Le journalisme est fortement en crise. Trop souvent il ne fait plus que de la médiatisation à outrance, il ne recoupe plus assez ses sources. Et on se rend compte que seuls des romanciers sont capables de faire passer la rampe aux événements tragiques qui nous arrivent, que ce soient les guerres ou les affaires de pédophilie en Belgique. Seul l'imaginaire permettra aux générations qui viennent de comprendre l'enjeu de ces questions.

Ces trois farines sont donc absolument indispensables à la cuisson de mon pain. Je constate que la littérature m'aide à nourrir mes propres interventions techniques concernant l'organisation de l'université, concernant les métiers de pointe très difficiles que nous devons exercer aujourd'hui. La littérature permet de franchir certaines étapes. C'est une forme d'écart. Si nous voulons échapper à la gestion gestionnaire ou à la technique technicienne, il faut appeler l'imaginaire à notre secours. ●

(ENTREVUE RÉALISÉE PAR ANNE-MARIE AITKEN)

JULIE OUELLET, *MONOTYPE*
N° 1, HUILE SUR PAPIER
CALQUE, 35,5 x 43 CM,
2000

8. L'amour, le recommencement

TEXTE : HÉLÈNE DORION

ILLUSTRATION : ELMYNA BOUCHARD

Je regarde la mer, ce lointain horizon qui m'appelle encore, – puits où toute lumière fut jetée. Les sables, à chaque seconde, dessinent une terre nouvelle, et ces mouvements de pierres, aux confins de l'infini, sources et tempêtes unissant ciel et eaux. D'où viennent ces marées de vide et de plein qui secouent, forcent au plus clair, au plus profond du mystère? Quel amour cherchons-nous parmi nos vies de pauvretés, tel jaillissement qui nous brûle et nous épuise, nous sépare pour nous rattacher enfin?

C'est vers le monde que nous allons, de ce pas qui dérive tout autour et dedans notre vie, – ombres portées le long du voyage, parmi la ruine et la beauté. Quelle douleur enfin nous livrera à la joie? Devant moi, votre visage, votre corps offrant au creux des mains sa fragile transparence, cet amour bercé dans l'amour. Fougue et ferveur, éclats soulevés lentement comme un peu de poussière sur notre destinée.

Car l'amour est le plus pur des mondes, cet agrandissement de l'âme qui abandonne soudain absences et pertes, douleur, ô ardente gisante.

Nous avançons, ne sachant vers quel désir ni quel impossible se dressera alors devant nous, – mystère qui nous évide et nous emplit. En nous se mesure le chant du monde, cet étrange bruissement au bord de l'éternel.

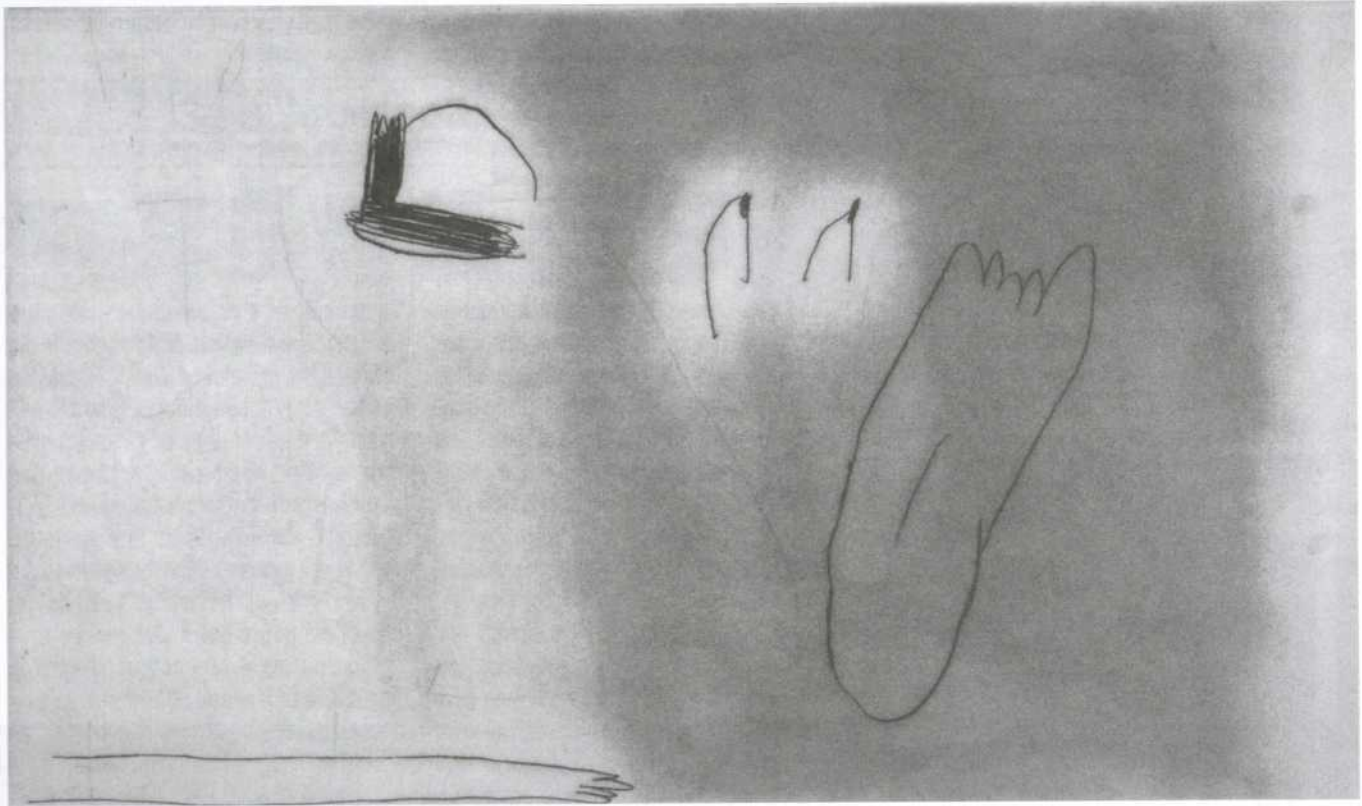
Il n'est pas de lieu où commencer; nous sommes portés par d'infimes commencements.

Je vous aime. Et toute clarté s'y déploie, prend envol : libre battement des heures sur la plaine blanche, au creux du ruisseau où s'emmêlent nos nuits de neige si légère, nuits de promenades au cœur de la vie, sur ses chemins de beautés minuscules, – herbes, ondées, patientes aurores.

Je vous aime, et le monde, en chacun de ses fragments, s'y rattache comme à ce fil d'Ariane qui toujours nous ramène en nous perdant.

Le soleil perce le silence de la forêt. Nous marchons dans une vie si brève, portés par le désir de toucher enfin une brèche. À nos côtés, une invisible compagne effleure parfois notre épaule, souffle à notre oreille, souffle vers nous un flocon d'hiver, quelques broussailles d'automne, un oiseau de printemps ou d'été, puis tout est fini, retourne dans une autre vie, un autre monde, de passages, lui aussi.

Je vous aime, et chaque chose en porte trace dans la finitude qui la borde et la rend à l'infini. Vie brève où nous puisons force et foi, – où il n'y a plus qu'amour, plus qu'amour et lumière.



SANS TITRE, 2002



SITES INTERNET



L'ANNÉE INTERNATIONALE DE L'EAU DOUCE

Ec.gc.ca/water/accueil.htm
unesco.org/water
eausecours.org

L'année 2003 a été déclarée « Année de l'eau douce » par les Nations unies. « Si l'accès à l'eau est aujourd'hui considéré comme un droit fondamental, il nous incombe à tous de réfléchir aux responsabilités qu'implique l'exercice de ce droit », déclarait Frederico Mayor de l'UNESCO.

qui offre une mine de renseignements sur la nature de l'eau, les politiques et les lois relatives à l'eau, la gestion de l'eau et la place que tient l'eau dans l'identité canadienne. Savez-vous qu'il faut environ 1000 kilos d'eau pour produire un kilo de pommes de terre, et 10 litres d'eau pour faire un litre d'essence? L'agriculture utilise chaque année des ressources en eau de plus en plus importantes et l'industrialisation, en parti-

particulièrement vulnérables: d'ici 2025, près de 230 millions d'Africains seront confrontés à une pénurie d'eau (approvisionnements annuels en deçà de 1000 m³ par personne).

Enfin, le site de l'organisme québécois *Eau Secours!* nous fait entrer dans une démarche plus militante pour contrer les dérives actuelles de généreux

Coalition Eau Secours!
québécoise pour une gestion responsable de l'eau



culier dans les pays occidentaux, a des effets extrêmement négatifs sur la qualité de l'eau. À l'heure actuelle, les marchés mondiaux implantent les industries les plus polluantes dans les pays en voie de développement, notamment près des villes où la poussée démographique exerce déjà des pressions impressionnantes sur les ressources en eau.

Le deuxième site est celui de l'Unesco, qui resitue la question de l'eau en lien avec les engagements pris lors des différents sommets de la Terre, notamment celui de réduire avant 2015 le 1,2 milliard de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable et aux services sanitaires. On y trouve aussi le Rapport mondial des Nations unies pour la mise en valeur des ressources

programmes d'organisations mondiales. Ceux-ci risquent d'enfermer la solution à la crise de l'eau, considérée comme bien économique, dans une réponse à des seuls besoins fondamentaux et dans des stratégies de gestion pour assurer l'approvisionnement alimentaire et promouvoir une industrie plus propre sans se poser la question de savoir à qui appartient l'eau et qui cherche aujourd'hui à s'en rendre propriétaire. Ces programmes ouvrent la porte à la marchandisation et à la privatisation de l'eau, comme c'est le cas dans de nombreux pays. Heureusement, des résistances s'expriment et la marche de la conquête a été arrêtée, notamment à Montréal, Vancouver et Moncton, au Canada. Dans les années qui viennent, l'or bleu aura-t-il le même avenir que le pétrole?

ANNE-MARIE AITKEN

Environnement Canada / Environment Canada

English	Contactez-nous	Aide	Recherche	Site du Canada
Quoi de neuf	Thèmes	Publications	Média	Accueil
À notre sujet	Politique et lois relatives à l'eau	La gestion de l'eau	L'eau et la culture	Ressources et services d'information

Canada

Site Web sur l'eau douce

- Page d'accueil - eau douce
- Quoi de neuf
- Carte du site
- Faits intéressants
- Points saillants
- Calendrier de l'eau douce
- Partenaires
- Contactez-nous

Or, l'eau disparaît à une vitesse alarmante. En effet, au XX^e siècle, la population mondiale a triplé et l'utilisation des ressources en eau a été multipliée par six. En 2050, il est probable



qu'au moins une personne sur quatre vivra dans un pays touché par des pénuries d'eau douce chroniques ou récurrentes.

Trois sites Internet nous permettent de faire un voyage au pays de l'eau, non en simple touriste, mais pour nous conscientiser à la crise actuelle de l'eau et aux grands défis auxquels nous sommes confrontés afin de préserver cette ressource si précieuse pour nos vies et celle de la planète. Le premier est le site d'Environnement Canada,

en eau: *L'eau pour les hommes, l'eau pour la vie*. Onze défis attendent la communauté mondiale pour faire en sorte que l'eau soit répartie de manière juste entre tous les humains.

On sait déjà que le Maghreb et l'Afrique sub-saharienne figurent parmi les régions



VIDÉO



LA COMMUNE (PARIS 1871)

RÉALISATION : PETER WATKINS

PRODUCTION : 13 PRODUCTION/LA SEPT ARTE/

MUSÉE D'ORSAY

DISTRIBUTION : OFFICE NATIONAL DU FILM DU

CANADA

FRANCE, 1999, NOIR ET BLANC, 345 MIN.

Œuvre cinématographique hors norme, hybride oscillant entre fiction et documentaire, *La Commune* est d'abord et avant tout un film sur la parole populaire et ses liens avec le pouvoir et les médias, notamment – anachronisme déroutant – la télévision. Peter Watkins, cinéaste britannique engagé, s'attaque ici à un

à la caméra, se dévoilent. Dès lors, le dispositif de tournage, le système de fabrication et le procédé de narration sont explicites. Watkins et son équipe ont reconstitué les rues, les logements ouvriers, les ateliers d'artisans et les barricades du XI^e arrondissement de Paris.

C'est devant ce décor, dont les ficelles sont volontairement apparentes, que toute la verve des ouvriers, artisans, petits patrons, fonctionnaires, soldats, intellectuels, curés et bourgeois se déverse dans un flot d'appels à la lutte, de dénonciation de la misère et de l'exploitation. Lavandières et couturières discutent salaire et répartition



Tout autant que le contenu, c'est la démarche qui accompagne le film qui est remarquable. Peter Watkins a recruté ses quelque 200 comédiens non professionnels en organisant des projections publiques suivies de débats autour de ses propres films. Il alla même jusqu'à recruter les acteurs qui allaient jouer les rôles des bourgeois en faisant passer des petites annonces dans *Le Figaro*. Le casting ayant été établi, des groupes se sont constitués

LA COMMUNE

(Paris, 1871)



moment mythique de l'histoire de la France et du monde en s'appuyant sur une recherche historique approfondie tout en soulignant l'intimité entre passé et présent.

Poussés à bout par le siège de la ville par les Prussiens, le chômage, le paiement des loyers, la disette et la politique capitularde de la bourgeoisie, les Parisiens, appuyés par la Garde nationale, se révoltent et proclament une Commune qui durera un peu plus de 80 jours avant d'être écrasée dans le sang par les armées réactionnaires d'Adolphe Thiers. La République de l'ordre a mis fin, une fois de plus, au rêve d'une République sociale et universelle.

Le film commence par un plan-séquence faisant découvrir le lieu du tournage après la dernière scène. Les personnages, s'adressant directement

des bénéfiques avec leur patronne. On disserte également sur les réformes entreprises par la Commune et les débats qu'elles ont provoqués, concernant le pouvoir, la démocratie, la propriété privée, les droits des femmes, etc.

Peter Watkins introduit, par l'intermédiaire de personnages fictifs et anachroniques, un discours critique sur le journalisme de télévision. En effet, les quelque 200 personnages du film s'expriment devant les reporters de deux télévisions traitant le même événement de façon diamétralement opposée : la télévision nationale versaillaise et la télévision communale. On y voit les journalistes se questionner sur leur propre rôle entre le pouvoir et la volonté populaire.

en fonction des problématiques spécifiques abordées dans le film. Chaque participant a pu ainsi travailler à l'histoire de la Commune et à sa propre histoire. Ces groupes étaient accompagnés et assistés de conseillers et de documentaristes. Les acteurs prirent eux-mêmes en charge l'écriture des dialogues. Le film, d'une durée de presque six heures, a été tourné en treize jours!

Chronique à la fois minutieuse et subjective d'un événement historique qui a inspiré tout le mouvement ouvrier durant plus de 100 ans, *La Commune* est également un rappel que chacun peut, aujourd'hui encore, devenir un acteur conscient et responsable de l'histoire en marche.

CLAUDE RIOUX

L'anarchisme en action

FRANCIS DUPUIS-DÉRI, *LES BLACK BLOCS*.
LA LIBERTÉ ET L'ÉGALITÉ SE MANIFESTENT, MONTRÉAL,
LUX, COLL. « INSTINCTS DE LIBERTÉ », 2003,
207 p.

Les Black Blocs, ce sont ces groupes de manifestants habillés de noir et masqués qui, au sein des manifestations contre la mondialisation néolibérale, affrontent les forces de l'ordre et s'attaquent à la propriété privée. Souvent décriés, parfois décrits comme des casseurs juvéniles en manque de sensations fortes ou encore assimilés à des provocateurs, les Black Blocs n'en forment pas moins un élément incontournable, bien que minoritaire, de la mouvance altermondialiste.

Dans un petit essai de moins d'une centaine de pages, le politologue Francis Dupuis-Déri démystifie avec talent les Black Blocs, leurs origines dans le Berlin des années 1980 au sein des « autonomes » et des squatteurs, ainsi que leurs pratiques militantes inspirées de l'anarchisme qui, en plus de donner du fil à retordre aux autorités de l'État, mettent souvent en lumière les contradictions des mouvements modérés et des dirigeants de la classe d'encadrement.

Présenté par les médias comme une organisation tentaculaire aux dimensions internationales, le Black Block est d'abord et avant tout une tactique, une rencontre entre des personnes qui veulent passer à l'action directe, pour une période de temps limitée, dans le cadre d'une manifestation ou de « journées d'action ». Cela n'empêche pas les participants à un Black Bloc de se coordonner, de préparer minutieusement leur action et de se munir des outils nécessaires (masques, bâtons, boucliers, etc.).

Dans un monde où les maîtres n'hésitent pas à réprimer et à tuer pour conserver leur pouvoir et pour maintenir le système d'exploitation économique, les anarchistes qui se

joignent aux Black Blocs prétendent que « la destruction de la propriété n'est pas une action violente à moins qu'elle ne détruise des vies ou provoque des souffrances. La propriété privée – particulièrement celle des entreprises multinationales privées – est en elle-même infiniment plus violente que n'importe quelle action menée contre elle. »

Les Black Blocs sont jugés de façon différente selon les tactiques qu'ils emploient. Ainsi, lors des manifestations de Seattle, les grandes organisations avaient dénoncé leur présence, les accusant d'avoir provoqué la répression et discrédité le mouvement. Il est vrai que les Black Blocs, à cette occasion, s'étaient le plus souvent sauvés après avoir agi, laissant le gros des manifestants seuls devant la répression policière. Les Black Blocs ont été sensiblement mieux perçus lors du Sommet des Amériques, où leurs membres ont porté secours aux victimes



des gaz et protégé les manifestants des charges de la police.

Il n'en demeure pas moins que les Black Blocs sont le plus souvent jugés durement par les groupes modérés qui, à l'occasion, vont même jusqu'à appeler de leurs vœux la répression policière à leur endroit. Cela a été le cas

lors des manifestations de Québec, où les grandes centrales syndicales et les mouvements tels la FFQ ont publiquement condamné les groupes radicaux, ce qui a été interprété par les autorités comme un accord tacite au déchaînement de la répression contre les Black Blocs. Dans son opuscule, l'auteur démontre bien les relations conflictuelles entre les anarchistes et les leaders des grands mouvements sociaux qui les instrumentalisent.

Bien que le livre de Francis Dupuis-Déri brosse un portrait plutôt sympathique du phénomène des Black Blocs, il souligne également quelques contradictions du mouvement, notamment sa dimension spectaculaire et le danger de sa « militarisation ». La parole est donnée aux partisans des Black Blocs dans trois longs communiqués publiés en annexe. De plus, on retrouve en fin d'ouvrage une critique solide – bien qu'un peu paternaliste – des Black Blocs signée par le militant libertaire étatsunien Michael Albert.

On aurait cependant pu souhaiter que l'auteur discute de la pertinence de ces « escarmouches » qui « sont autant de microrévolutions par lesquelles les manifestants libèrent, au péril de leur corps, l'espace (la rue) et le temps (quelques heures) nécessaires pour vivre momentanément une expérience politique forte en dehors des normes établies par l'État ». En effet, il aurait été intéressant de savoir comment les partisans des Black Blocs entendent combiner l'exaltation du moment présent et la libération éphémère de quelques coins de rue avec la construction d'alternatives viables au capitalisme, la mise en place d'organisations capables de les soutenir et l'instauration d'institutions non hiérarchiques véritablement démocratiques?

Les Black Blocs de Francis Dupuis-Déri vient enrichir d'un bon titre la liste des ouvrages que de jeunes maisons d'éditions, telles Lux (anciennement Comeau & Nadeau) et Écoso-

ciété, mettent à la disposition des personnes qui veulent se renseigner sur les mouvements alternatifs présents dans notre vie politique et sociale.

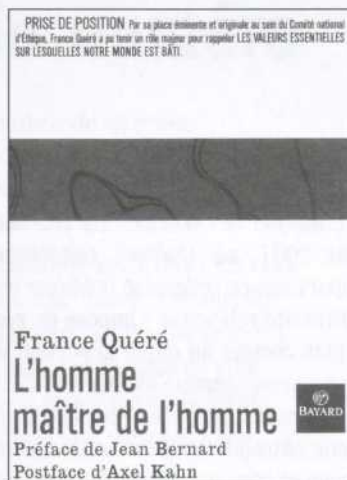
CLAUDE RIOUX

Les armes de l'éthique

FRANCE QUÉRÉ (PRÉFACE DE JEAN BERNARD ET POSTFACE D'AXEL KAHN), *L'HOMME MAÎTRE DE L'HOMME*, PARIS, BAYARD, 2001, 246 P.

Les deux signataires qui encadrent ce volume, eux-mêmes membres du Comité national d'éthique, ont présenté au public français cette collection de conférences et d'essais à la mémoire de l'auteure décédée en 1995. Par sa place éminente et originale au sein du Comité, écrit-on au fronton de ce recueil, France Quéré a pu tenir un rôle majeur pour rappeler les valeurs essentielles sur lesquelles notre monde est bâti. Pendant toute sa vie, elle n'a cessé de mettre ces valeurs à leur place, à commencer par une valeur d'humanité battue en brèche par des adversaires de la liberté et de la dignité humaines. Pour elle, la médecine est la morale en acte. L'intégrité du corps, garante de la liberté, demeure le reflet de cette bonté que manifeste une médecine respectueuse du sujet humain.

Nombre d'essais et d'interventions font état de cette pensée qui revient constamment chez l'auteure : la maîtrise de la vie, la maîtrise du génome, la maîtrise de la souffrance; enfin, ce qui n'est pas peu dire, l'impossible maîtrise manifestée dans l'acharnement thérapeutique, l'euthanasie (qui n'a pas, au plan moral d'adversaire plus résolu), enfin les soins palliatifs qui ont trouvé en France Quéré une alliée capable de confirmer encore leurs succès. Ici « le malade est entendu, assisté, aimé, respecté parce qu'il est inaliénable en son humanité ». La



mort n'est le désir de personne et l'attachement à la vie, ajoute-t-elle, incarne presque toujours la vérité la plus profonde du sujet. On ne saurait mieux dire.

Chacun des essais de France Quéré est le reflet d'une profondeur d'âme et d'une acuité d'intelligence marquées au coin de l'honnêteté, de la compassion profonde, de l'attention à l'autre, de la solidarité, de la sollicitude envers toute détresse où le message divin de l'altérité prend toute sa dimension dans la foi religieuse de son auteure.

Jean Bernard a le dernier mot de cette présentation : France Quéré a mené tout au long de sa vie son combat pour la dignité de l'homme, avec la sagesse et la culture qui furent les siennes. Il convient à notre tour de lui rendre hommage.

JEAN-MARC DUFORT

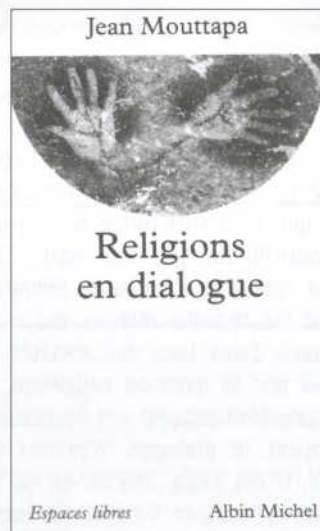
Un lent défrichage

JEAN MOUTTAPA, *RELIGIONS EN DIALOGUE*, PARIS, ALBIN MICHEL, 2002, 310 P.

Les événements du 11 septembre 2001 ont fait ressortir dans l'actualité les rapports difficiles et complexes entre les traditions religieuses, mais aussi l'impasse à laquelle nous mènent autant les attitudes de domina-

tion que l'indifférence des uns par rapport aux autres. Dans ce contexte, la révision et la réédition du livre *Dieu et la révolution du dialogue* de Jean Mouttapa (1989) est une heureuse initiative. L'auteur y parle d'une révolution du dialogue encore invisible, qui se prépare de façon « souterraine » mais qui est cruciale dans le monde actuel où les peuples, les cultures et les croyances évoluent dans des univers de plus en plus hétérogènes.

Les 13 chapitres du livre alternent entre une réflexion sur des éléments fondamentaux du dialogue et la présentation de quatre grandes figures ou pionniers du dialogue qui, à travers leurs contributions, ont permis une transformation des mentalités religieuses. Ces grandes figures sont :



Martin Buber, Thomas Merton, Henri Le Saux et Louis Massignon. Entre ces témoignages se succèdent des réflexions sur la nécessité vitale d'une mémoire des traditions, du pardon, d'une conception de la vérité comme relation et non comme objet figé, du maintien de l'esprit critique, de la présence de la violence dans les traditions religieuses ainsi que des réflexions sur le rapport à l'autre, la dimension politique du dialogue et l'importance de faire place au silence pour entendre l'autre et se laisser toucher par lui.

Jean Mouttapa propose ces réflexions en se situant comme « héritier de la tradition chrétienne » qu'il précise ne pas être pour lui un acquis mais beaucoup plus une perspective. Cette conviction dans la puissance de transformation de l'Évangile et cette recherche d'une identité chrétienne qui sait vivre de nouvelles naissances rend encore plus stimulante la réflexion proposée. Il s'inscrit aussi dans la perspective d'égalité des religions, en termes de leurs potentialités, précise-t-il, et invite les acteurs du dialogue à renoncer au désir de comparaison et d'accaparement.

L'auteur, dans son ouverture, devance certaines critiques en soulignant le caractère partiel et subjectif des portraits ou expériences qu'il nous présente. À bien des égards, ce regard personnel indiquant quelques pistes fécondes pour que le dialogue nous transforme radicalement est utile parce qu'il met en évidence l'importance de la rencontre des personnes plus que la confrontation des savoirs au cœur du dialogue. Par contre, l'absence complète de figures féminines parmi les témoins retenus est questionnant. Dans bien des sociétés divisées par la question religieuse, ce sont pourtant souvent des femmes qui relancent le dialogue, recréent des ponts. Il est alors difficile de ne pas trouver réducteur l'universel auquel pourrait conduire le dialogue et regretter que l'expérience de foi pétrie de l'expérience de vie des femmes n'ait pas nourri la philosophie du dialogue dont les contours se précisent à la lecture du livre.

Par ailleurs, le livre nous met en contact avec plusieurs événements, penseurs et acteurs du dialogue dans un enchaînement qui ne cherche pas la logique chronologique mais qui a le souci d'éclairer, par des voix multiples, les défis de la rencontre interreligieuse. C'est aussi un plaisir de faire ces découvertes denses et complexes à travers l'écriture agréable de Jean Mouttapa.

L'analyse des données du recensement 2001, au Québec, concernant l'appartenance religieuse confirme que la diversité religieuse s'impose de plus en plus comme un enjeu important de notre vivre-ensemble au Québec. Cette réalité, et les nouvelles revendications qu'elle entraîne, nous bouscule comme citoyen et comme croyant. Pour traverser les tensions et éviter le repli sur soi, le dialogue avec l'autre, non croyant ou inscrit dans une autre tradition religieuse, doit devenir une expérience fondamentale de notre démarche de croyant.

ÉLISABETH GARANT

L'invention d'une légende

ERIC-EMMANUEL SCHMITT, *OSCAR ET LA DAME ROSE*, PARIS, ALBIN MICHEL, 2002, 100 p.

Qui peut accompagner un jeune garçon de dix ans jusqu'à la mort, surtout lorsque celui-ci sait pertinemment ce qui lui arrive? Il semblerait d'après ce livre que des parents en soient bien incapables, trop submergés par leur propre tristesse et leur désarroi devant une situation qui s'impose à eux et les laisse sans voix. Le premier réflexe, en effet, est de cacher au malade la vérité de son état, de la tenir secrète pour ne pas le faire souffrir. Or, il s'avère que le silence, l'absence de mots mis sur une blessure font plus de mal que la parole qui habille la réalité.

La « dame rose » – nom que portent les bénévoles dans les hôpitaux pour enfants en France – a su trouver la juste distance. Dotée d'une riche imagination, elle invente un scénario ludique et se prend elle-même au jeu.

Pour lui, elle devient Mamie Rose. La différence de génération entre les deux personnages n'est nullement un obstacle, elle crée plutôt une connivence dans une grande liberté. Elle nous



montre que l'âge d'or est celui de la sagesse, d'un nouveau regard sur le monde et ses limites. C'est sur ses conseils qu'Oscar prend la plume et écrit des lettres à Dieu qu'il ne connaît pas. Curieuse aventure! Peu à peu, Dieu prend consistance et visage. Il devient quelqu'un.

À travers ces lettres, tout un univers s'ouvre devant nous. Le monde des soignants et le monde des enfants malades, avec leurs fantasmes et leurs transgressions. La vie à l'hôpital, de jour et de nuit. Les angoisses, les interrogations sur l'existence. L'humour ici est toujours au rendez-vous. Il permet de faire face à l'adversité. En refermant le livre, on se prend à trouver du sens à la vie, au cœur même de l'épreuve. Elle prend un goût subtil de bonheur que l'on voudrait partager avec beaucoup d'autres.

ANNE-MARIE AITKEN

Prochain numéro

Le numéro de septembre de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies au début septembre.

Il comprendra notamment :

- Un dossier sur l'éducation prise dans les rets de la mondialisation marchande : sa mission essentielle; le phénomène de dualisation des écoles publiques selon une logique de compétitivité et l'épineux problème de la formation des maîtres, déficiente sur plus d'un point.
- Un article sur l'Équateur et les mouvements autochtones.
- Une controverse sur la remise en cause du principe du *No fault*.
- Un texte à l'occasion des 20 ans du Centre justice et foi.
- La nouvelle chronique de la romancière et poète Héléne Monette.
- Des œuvres d'élèves de l'école secondaire Édouard-Montpetit.



GABRIEL BORDES. PHOTO : BERTRAND BREUQUE

ReLATIONS

société politique religion

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES

4,95 \$ PLUS TAXES

ABONNEZ-VOUS...

UN AN : 32 \$ DEUX ANS : 56 \$

À L'ÉTRANGER (UN AN) : 40 \$

ÉTUDIANT : 25 \$ (SUR JUSTIFICATIF)

par téléphone : (514) 387-2541

par télécopieur : (514) 387-0206

par courriel : relations@cjf.qc.ca

par la poste :

Relations

a/s Mme Héléne Desmarais

25, rue Jarry Ouest

Montréal (Québec) H2P 1S6

Oui, je désire un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Je désire également envoyer un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$
à la personne suivante :

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Montant total : _____ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de *Relations*)

Visa Mastercard

NUMÉRO DE LA CARTE _____

EXPIRATION _____ SIGNATURE _____

LE DEVOIR



Présent
sur toutes les
scènes culturelles

Abonnements : (514) 985-3355 1 800 463-7559